

# INPRECOR

Numéro 210 du 6 janvier 1986 - 12FF - 85FB - 4FS

## AMERIQUE LATINE



**un continent étranglé  
par la dette**

## ECONOMIE

**Crise et restructuration dans l'industrie automobile**

## Sommaire du numéro 210 du 6 janvier 1986

3	GRANDE-BRETAGNE	La défaite de la municipalité de Liverpool	David CAMERON
7	GRECE	Interview de notre camarade Sofronis Papadopoulos	Propos recueillis par Jacqueline ALLIO
9	ECONOMIE	Crise et restructuration dans l'industrie automobile	Jean-Claude BERNARD
13	AMERIQUE LATINE	Un continent étranglé par la dette	Claude DEVILLIERS
21	CHINE	Les étudiants chinois contre l'impérialisme japonais	ZHANG KAI
23	MARXISME	Il y a cent ans, « Die Neue Zeit »	Ernest MANDEL
25		NOUVELLES DU MOUVEMENT OUVRIER ET DE L'INTERNATIONALE	

BRESIL : Important succès électoral du PT aux municipales. CONGO : La jeunesse se mobilise contre le régime. EL SALVADOR : Le congrès de FENASTRAS s'est tenu à San Salvador.

Les articles signés ne représentent pas nécessairement le point de vue de la rédaction.  
Les articles non signés expriment les positions du Secrétariat unifié de la IVe Internationale.

## ABONNEMENT 25 NUMÉROS PAR AN

Chèques bancaires et chèques postaux libellés à l'ordre de « PEC », à adresser à *Inprecor*, 2, rue Richard-Lenoir, 93108 Montreuil, France.

Virements bancaires à « PEC », BNP, agence Robespierre, 153, rue de Paris, 93108 Montreuil, France, compte numéro 230179/90.

Virements postaux à « PEC », compte chèque postal numéro 2.322.42 T Paris.

*Inprecor*, abonnement un an, 25 numéros, pour tous pays, 250 FF.

Par avion : Europe, Moyen-Orient, Afrique du Nord : 280 FF. Afrique et Amériques : 330 FF. Asie : 360 FF.

Pli fermé : France : 375 FF. Tous les autres pays (par voie de surface) : 400 FF. Pli fermé par avion : écrire à *Inprecor*.

POUR TOUT ABONNEMENT, REMPLIR CETTE FORMULE EN LETTRES MAJUSCULES

Nom — Prénom |-----|

Numéro et Rue |-----|

Commune |-----|

Code Postal |-----| Pays |-----|

Réabonnement

Abonnement

# La défaite de la municipalité de Liverpool

## Une victoire pour Thatcher...et pour Kinnock

**L**E gouvernement conservateur de Margaret Thatcher vient de marquer un nouveau point contre le mouvement ouvrier. Moins spectaculaire que la défaite des mineurs, moins grave et moins nette aussi, la victoire remportée par les conservateurs dans le conflit qui les opposait à plusieurs municipalités travaillistes représente pourtant un élément supplémentaire de la dégradation des positions de la classe ouvrière britannique. L'enjeu de cette épreuve de force est loin d'être négligeable. Il s'agit de la capacité de ces municipalités à défendre leur autonomie contre une offensive du pouvoir central visant à la limiter, et à refuser l'application dans leurs villes de la politique d'austérité de Thatcher.

Comme nous l'expliquons dans l'article qui suit, la plupart des municipalités travaillistes se sont rendues sans coup férir, malgré le fait qu'elles avaient hautement proclamé leur volonté de se battre. Ceci renvoie d'une part à la faiblesse politique d'une grande partie de la gauche travailliste et, d'autre part, au nouveau rapport de forces instauré après la défaite de la grève des mineurs, qui joue en défaveur du mouvement ouvrier et de sa gauche. Ce n'est sans doute pas un hasard si le conseil municipal qui a résisté le plus longtemps et avec le plus de détermination est fortement influencé par un courant, Militant, qui se réclame du trotskysme.

David CAMERON

Pour comprendre les origines du conflit qui a opposé la ville de Liverpool et d'autres municipalités britanniques au pouvoir central, il faut partir d'une des composantes de la politique d'ensemble du gouvernement Thatcher, celle qui touche à la modification de plus en plus nette des rapports entre l'appareil d'Etat et les collectivités locales. Historiquement, en Grande-Bretagne, ces rapports ont été caractérisés par une relative autonomie des pouvoirs locaux, surtout en ce qui concerne les grandes villes. Les autorités locales ont des responsabilités assez étendues, par exemple pour l'éducation, le logement, et toute une série de services publics et d'équipements collectifs. Elles disposent donc des pouvoirs nécessaires pour gérer ces services, ainsi que du droit de se procurer des ressources par le moyen d'impôts locaux. Mais elles dépendent en même temps des subventions du gouvernement central, qui couvrent approximativement 50 % de leurs dépenses et qui leur sont donc indispensables.

### THATCHER CONTRE LES MUNICIPALITÉS

Les rapports entre les pouvoirs locaux et le pouvoir central ont montré que des municipalités dirigées par des forces politiques qui sont dans l'opposition au niveau national disposent d'une autonomie assez large pour appliquer leur propre politique sur le plan local. Il y a donc un

espace important pour des affrontements entre le gouvernement et les municipalités, ce qui s'est déjà produit dans le passé, notamment dans les années 1920 avec le cas de la commune de Poplar à Londres et, au début des années 1970, avec celui de la municipalité de Clay Cross (1). Dans une certaine mesure, un conseil municipal dirigé par le Parti travailliste (traditionnellement majoritaire dans la plupart des zones urbaines), peut donc constituer un foyer de résistance à un gouvernement de droite à Westminster, siège du Parlement britannique. C'est effectivement ce qui s'est passé dans le conflit entre Liverpool et le gouvernement Thatcher en 1985, et qui aurait pu se produire à une échelle beaucoup plus importante si d'autres municipalités avaient adopté la même attitude combative.

Il y a deux raisons qui expliquent le conflit entre Thatcher et les municipalités. D'un point de vue conjoncturel, le gouvernement veut s'assurer que sa politique — celle de faire payer la crise aux travailleurs par le moyen de l'austérité, et notamment par une réduction des dépenses sociales — n'est pas contournée par des municipalités qui se servent de leurs pouvoirs pour conserver des services publics et des équipements collectifs, soit en utilisant des fonds gouvernementaux, soit en faisant payer la bourgeoisie locale grâce aux impôts locaux. Mais, derrière cette raison conjoncturelle, il y a quelque chose de plus fondamental : un des éléments structurels de la politique de Thatcher est constitué par un renforcement, une re-

Malgré une série de positions politiques aberrantes (voir encadré), ce courant dispose d'une tradition politique et de cadres qui ont rendu possible cette résistance. Que ce combat se soit scellé par une défaite infligée à la fois par le gouvernement et par la droite travailliste, ne signifie pas qu'il ne fallait pas le mener. Mais il faut analyser les raisons de cette défaite et en comprendre les conséquences. L'isolement de la lutte, la trahison de la direction du Parti travailliste et une conjoncture politique défavorable ne peuvent tout expliquer. La direction de cette lutte a aussi commis de lourdes erreurs qui ont nui à l'établissement du rapport de forces le plus favorable possible, tant dans la ville que dans le pays entier.

La défaite de Liverpool et la capitulation sans combat de la plupart des autres municipalités influenceront sur l'évolution de la lutte des classes en Grande-Bretagne, et favoriseront le recentrage à droite du Parti travailliste et l'offensive engagée contre la gauche du parti. Une des tâches les plus importantes pour les militants de la « gauche dure » dans le Parti travailliste dans les mois à venir sera d'atténuer les effets de la défaite de la municipalité de Liverpool, de défendre les militants qui ont mené ce combat et de s'opposer à la chasse aux sorcières qui a été lancée par la direction nationale du Parti travailliste contre Militant et la fédération travailliste de Liverpool.

structuration et surtout une centralisation de l'Etat britannique. Cela se voit dans la réorganisation et les pouvoirs accrus de la police, dans des réformes de la fonction publique, et aussi dans la modification des rapports entre Westminster et les collectivités locales.

Depuis son arrivée au pouvoir en 1979, le gouvernement Thatcher a cherché à limiter l'autonomie des municipalités. Mais, dans ce cas comme dans d'autres, sa politique est devenue plus cohérente et plus agressive depuis la deuxième victoire électorale des conservateurs, aux élections législatives de juin 1983. En 1984, le gouvernement adopta deux projets de loi. Le premier envisageait l'abolition des six « comtés métropolitains », sortes de super-municipalités couvrant les principales agglomérations urbaines du pays et dont la plus importante est celle du Grand Londres, qui disposent de pouvoirs très étendus et qui ont presque toujours été dirigées par les travaillistes. Ces autorités municipales vont être révoquées en 1986 et leurs pouvoirs transférés en partie aux communes qui composent ces super-municipalités, mais, pour la plupart,

1. En 1921, 22 conseillers travaillistes de Poplar, commune de l'Est de Londres sont allés en prison pour avoir accordé « trop » d'allocations aux chômeurs de la commune. Sous le gouvernement conservateur d'Edward Heath (1970-1974), les conseillers de Clay Cross, petite commune d'une région minière du centre de l'Angleterre, ont été déchus de leurs charges et poursuivis en justice pour avoir refusé d'appliquer une loi qui les aurait contraints à des hausses de loyers de la municipalité.

## Le courant Militant dans le Parti travailliste

Le groupe Militant est organisé autour du journal du même nom, fondé en 1964 et qui est aujourd'hui hebdomadaire. Il revendique 4 000 partisans organisés à travers le pays, ce qui ne semble pas être une exagération. Il dirige depuis des années les Jeunesses socialistes du Parti travailliste (LPYS).

Militant se réclame du marxisme et du trotskysme. Sur de nombreuses questions, il défend les intérêts de la classe ouvrière. L'axe central de son action politique a toujours été la nécessité de gagner le Parti travailliste à une politique socialiste et de se battre pour un gouvernement travailliste qui s'engage à appliquer une telle politique. Une déclaration de son comité de rédaction publiée dans *Militant* du 29 novembre 1985 résume ses positions : « *Nous sommes pour le retour d'un gouvernement travailliste engagé à appliquer un programme comprenant la semaine de 35 heures, un salaire minimum de 115 livres (1 300 FF) par semaine, un programme massif de travaux publics, reconnaissant que ce programme ne pourrait être appliqué que sur la base de la nationalisation des sommets de l'économie, des grandes banques et des institutions financières, ainsi qu'avec un plan de production socialiste.* »

Malheureusement, Militant est loin d'être clair sur ce qu'il faudrait faire suite à l'adoption d'un tel programme par une majorité de députés marxistes au Parlement. Si une telle majorité voyait le jour, ce serait comme conséquence d'une mobilisation de masse de la classe ouvrière. Elle serait obligée de structurer cette mobilisation en créant des organes extra-parlementaires du pouvoir de la classe ouvrière et en se basant sur eux. Cela impliquerait, entre autres choses, une conception de la nécessité d'organisations de masse unitaires et démocratiques qui est assez étrangère aux idées et surtout à la pratique du Militant.

En plus, ce groupe a une vision de la construction d'un courant marxiste dans le Parti travailliste qui se réduit à son propre agrandissement. Son sectarisme se voyait clairement au moment du développement spectaculaire de la gauche travailliste après les élections législatives de 1979, notamment autour de Tony Benn. Militant faisait preuve, à ce moment-là, d'une incapacité quasi totale à comprendre la nécessité d'une pratique unitaire avec d'autres courants de luttes des classes dans le parti.

Si Militant montre des défaillances sur la question de l'unification de la classe ouvrière, ce n'est pas seulement en ce qui concerne son organisation et sa mobilisation. La classe ouvrière vue par ce courant est masculine, blanche et britannique. Si ce n'est pas cela la position théorique du groupe, c'est ce qui ressort en tout cas de ses prises de position sur une série de questions. Donnons quelques exemples. Militant est contre l'organisation autonome des Noirs, des femmes et des homosexuels, au nom de « l'unité de la classe ouvrière ». Suivant ce même principe, il appelle de façon complètement abstraite à l'unité entre catholiques et protestants en Irlande du Nord, refusant de la sorte de soutenir la lutte de libération nationale et le mouvement républicain.

La solution proposée par Militant sur la question irlandaise est celle d'une « fédération socialiste de la Grande-Bretagne et de l'Irlande ». Pendant la guerre des Malouines en 1982, le groupe avançait, dans le même genre, le mot d'ordre d'une fédération socialiste entre la Grande-Bretagne, l'Argentine et les Malouines. Cette proposition originale lui servait de justification pour son refus d'appeler à la retraite de la flotte de guerre britannique de l'Atlantique Sud. On voit bien qu'avec de telles positions, s'ils dirigent les Jeunesses travaillistes, ils n'ont jamais réussi à les transformer en organisation de masse.

Malgré des positions politiques spécifiques tellement erronées et qui rendent impossible une caractérisation de Militant comme courant révolutionnaire, le groupe, au travers de ses militants dévoués et souvent ouvriers, défend quotidiennement les intérêts des travailleurs, en particulier contre les multiples effets de la politique anti-ouvrière de Thatcher. Ils s'opposent également avec autant d'opiniâtreté à la direction du Parti travailliste. C'est pour cela qu'ils deviennent aujourd'hui la cible privilégiée de Kinnock. C'est pour la même raison qu'il incombe à tout militant révolutionnaire de les défendre, si besoin est, malgré leur propre sectarisme. ■

à de nouveaux organismes non élus.

Le deuxième projet, appelé Loi sur les impôts locaux, visait à donner des pouvoirs accrus au ministre de l'Environnement pour contrôler les dépenses des municipalités, dans le sens de limiter les subventions centrales, de fixer un plafond aux dépenses des municipalités et d'imposer des sanctions financières et légales aux conseils municipaux qui ne respecteraient pas cette Loi. Par exemple, des conseillers municipaux qui persistent à appliquer une politique municipale contre la décision du ministre peuvent subir des peines

allant jusqu'à la confiscation de tous leurs biens personnels et à l'interdiction de détenir un mandat électif pendant cinq ans.

Face à cette offensive du pouvoir central, quelle a été la réaction des municipalités travaillistes ? Au congrès du Parti travailliste, en octobre 1984 — en pleine grève des mineurs —, une résolution avait été adoptée pour résister à l'application de la Loi sur les impôts locaux. Par la suite, 42 municipalités travaillistes ont déclaré leur refus individuel et collectif de se plier devant les exigences du gouvernement. En l'occurrence, moins de vingt

d'entre elles se trouvaient face à ce défi, c'est-à-dire que leurs projets de budgets municipaux, adoptés en mars 1985, ne furent pas acceptés par le ministre de l'Environnement, Kenneth Baker. Plus ou moins rapidement, et avec plus ou moins de justifications « réalistes », la quasi-totalité d'entre elles ont trouvé des raisons pour se dérober et céder devant le gouvernement. En juin 1985, il n'en restera que deux, Liverpool et Lambeth, commune de la banlieue sud de Londres. Suite à des défections dans les rangs du groupe travailliste, Lambeth a cédé. Ainsi, Liverpool se retrouva seul contre Thatcher. Nous allons voir comment le Parti travailliste de la ville a mené la bataille.

### LIVERPOOL SE BAT SEUL

Liverpool, grande ville du nord-ouest de l'Angleterre a été durement frappée depuis longtemps par le déclin de son port et par la crise dans les années 1970. Le taux de chômage est de 23 % pour la ville et d'environ 60 % dans certains des quartiers les plus pauvres et où sont concentrés des immigrés antillais. Le taux de chômage parmi les jeunes est encore plus élevé. Dominée pendant longtemps par un Parti travailliste droitier et corrompu, la municipalité passait sous le contrôle du Parti libéral dans les années 1970. La gestion municipale de ce parti fut désastreuse. La construction de logements fut interrompue, 5 000 emplois municipaux furent supprimés. En même temps, les impôts locaux atteignirent un niveau inconnu en dehors de la région de Londres, où le niveau des salaires est beaucoup plus élevé. C'est ce qui explique qu'en mai 1983, un mois avant la deuxième victoire de Thatcher aux législatives et contre la situation au plan national, le Parti travailliste remporta la victoire aux élections municipales et prit le contrôle du conseil de Liverpool.

Entretemps, les choses avaient changé au sein du Parti travailliste à Liverpool. Le groupe travailliste qui prit la direction du conseil municipal en 1983 était nettement plus marqué à gauche, et la tendance Militant joua un rôle important en son sein, notamment grâce au contrôle de la fédération travailliste de la ville. La politique appliquée par la municipalité sous sa direction fut efficace et populaire. Mille emplois municipaux furent créés grâce à la remise en marche des services sociaux. Un programme établi en 1983, et qui prévoyait la construction de 5 000 logements en cinq années est en avance sur les plans. Cela n'est pas négligeable dans un pays où depuis 1979, voire avant, la tendance est partout à la suppression d'emplois et à la diminution des équipements collectifs et des services sociaux. Cette politique a renforcé la popularité des travaillistes dans la ville. Ils obtinrent 46 % des suffrages au moment de prendre la direction de la municipalité en 1983 et les sondages leur donnaient 55 % des intentions de vote deux ans après.

Le conflit entre Liverpool et le gouvernement a commencé en mars 1984. Au moment de la préparation du premier budget

de la nouvelle municipalité travailliste, les dirigeants de la ville se trouvaient confrontés aux exigences du gouvernement. Ils avaient le choix entre tripler les impôts locaux ou licencier 5 000 employés de la municipalité, s'ils voulaient bénéficier des subventions gouvernementales. Face à ce défi, les dirigeants travaillistes de Liverpool n'ont pas cédé. Au contraire, ils ont mobilisé la population de la ville. Le 29 mars 1984, une journée de grève a fait débrayer non seulement les employés municipaux, mais beaucoup de travailleurs du secteur privé. Ce jour-là, des dizaines de milliers de manifestants sont descendus dans la rue pour montrer leur soutien à la municipalité.

Le conflit avec le gouvernement allait donc vers une épreuve de force, mais dans une conjoncture politique fort différente de celle d'aujourd'hui. En mars 1984, la grève des mineurs avait commencé et le gouvernement était encore loin d'avoir confiance dans sa capacité de la vaincre. La dernière chose que voulait Thatcher, c'était une extension du mouvement à d'autres secteurs de la classe ouvrière ou à d'autres fronts. Le moment devint critique lorsqu'au quatrième mois de la grève des mineurs et à la veille de la première grève des dockers — qui débuta le 9 juillet 1984 —, Liverpool menaça de constituer le troisième volet de l'affrontement de la classe ouvrière avec le gouvernement.

A ce moment-là, les dirigeants travaillistes de Liverpool acceptèrent de conclure un compromis avec le gouvernement, qui comportait des concessions réelles bien que limitées de la part de ce dernier. Mais, dans la situation concrète de l'époque, ils ont laissé passer une chance de faire à la fois céder le gouvernement sur le front municipal et d'aider les mineurs, ce qui aurait ouvert la possibilité de balayer le gouvernement conservateur. A l'époque, Derek Hatton, dirigeant de Militant, leader adjoint du conseil municipal et principal porte-parole de ce dernier, déclara : « Ce n'est qu'un début. Au fur et à mesure que d'autres municipalités se joignent à la campagne l'année prochaine, nous verrons l'échec des projets du gouvernement sur les municipalités, mais aussi le renversement de Thatcher elle-même. » Pour sa part, le *Financial Times*, l'un des organes les plus intelligents de la bourgeoisie britannique, faisait remarquer que l'accord « soulageait grandement le gouvernement ». On verra que « l'année prochaine », après la défaite des mineurs, les choses ne se présenteront pas de la manière prévue par Hatton.

## UN NOUVEAU RAPPORT DE FORCES

En effet, quand la bataille recommença entre Liverpool et le gouvernement, en mars 1985, au moment de la préparation du budget annuel, plusieurs éléments de la situation avaient changé. D'abord, le gouvernement s'était donné de nouveaux pouvoirs, avec l'adoption par le Parlement de la Loi sur les impôts locaux. Deuxièmement, et plus important, tout le mouvement ouvrier était



Neil Kinnock. (DR)

sous le choc de la défaite des mineurs. Cela facilita grandement la capitulation sans combat d'une série de municipalités travaillistes. Plus exactement, la nouvelle situation renforça toutes les tendances les plus disposées à une telle capitulation en affaiblissant en même temps les militants combattifs, que ce soit dans les conseils ou dans les syndicats. En effet, à la suite de la défaite des mineurs, la situation devint nettement plus favorable à la droite du parti. Toute une série de dirigeants de la gauche travailliste commencèrent à s'accommoder de Neil Kinnock, le leader du parti. Parmi eux, le leader du conseil du Grand Londres, Ken Livingstone, dont la capitulation devant le gouvernement sur la question du budget, au printemps 1985, eût un impact considérable, étant donné le poids de cette municipalité et l'image de gauche de ses dirigeants.

Troisièmement, à Liverpool même, la manière dont le conseil avait mobilisé puis démobilisé ses troupes en 1984, ne facilita pas la relance de la bataille en 1985. C'est dans ce cadre qu'il faut examiner le déroulement de cette bataille. La municipalité lança son défi au gouvernement en adoptant, le 14 juin 1985, un budget déficitaire. A partir de ce moment-là, tout allait dépendre du rapport des forces que les dirigeants du conseil municipal seraient capables de construire, d'abord au niveau de la ville et, partant de là, à l'échelle du pays.

A Liverpool, une grève d'une journée, avec la possibilité de la reconduire, fut décidée par la coordination des délégués du personnel des employés municipaux, dirigée par Militant, pour le 25 septembre. Par la suite, ces représentants des travailleurs cédèrent devant la droite syndicale, en permettant une série de consultations à bulletin secret dans le cadre des lois antisyndicales adoptées par le gouvernement conservateur. Il en résulta par la suite une situation des plus confuses. Certains des syndicats dirigés par la droite décidèrent tout simplement de refuser de

participer à la grève, sans consulter leurs adhérents. Là où ont eu lieu des consultations, certains syndicats votèrent pour la grève et d'autres contre. A la veille de la grève, celle-ci fut annulée, malgré le fait que 47 % des adhérents consultés avaient voté en sa faveur, ce qui, dans la confusion ambiante, aurait pu justifier la décision de commencer l'action à partir des secteurs combattifs et d'essayer de faire démarrer les autres.

La direction Militant du Parti travailliste de la ville justifia cette décision en expliquant qu'il ne fallait pas « contraindre » les travailleurs. Mais cette direction elle-même prit bientôt une décision, sans doute la plus grande erreur de toute la lutte, qui serait comprise par les travailleurs municipaux comme une contrainte intolérable : le 27 septembre, deux jours après la date de la grève avortée, les 31 000 employés municipaux reçurent une lettre mettant fin à leurs emplois à partir du 31 décembre 1985. Cette lettre comprenait également la promesse d'être réembauchés le 1er avril 1986 « au plus tard ». Ces lettres furent envoyées sans aucune consultation des représentants syndicaux du personnel et même malgré des engagements dans le sens contraire. Le 18 septembre, Hatton avait écrit à l'un de ces représentants : « Je t'écris pour confirmer que le groupe travailliste du conseil de Liverpool ne voterait pas des licenciements — pour des raisons tactiques quelconques — ou n'importe quelle autre "formulation" qui pourrait être interprétée par les syndicats comme signifiant des licenciements. »

Il semble que le conseil ait agi ainsi parce qu'il était paniqué par la menace de voir la municipalité déclarée en faillite. L'annonce de ces licenciements représentait une manœuvre tactique pour gagner du temps. Mais gagner du temps pour faire quoi ? Et à quel prix ? Cette mesure aggrava surtout la démobilisation, par la manière dont elle fut prise, suite à la grève avortée, et ébranla irrémédiablement la confiance des travailleurs municipaux dans les dirigeants travaillistes. La confusion et la démoralisation ambiantes furent bien illustrées par une résolution de la coordination des délégués des employés municipaux. Cette résolution déclarait : « Cette coordination ne s'oppose pas à la décision d'envoyer des préavis de licenciement au personnel. Elle réaffirme son opposition totale à de réels licenciements éventuels. »

La façon dont Militant a agi sur la question des licenciements n'est qu'un exemple parmi d'autres, même s'il est extrême, des conceptions et pratiques manipulatoires et sectaires pour lesquelles ce groupe est connu. Il avait déjà réussi à s'aliéner la confiance d'une bonne partie de la population noire de Liverpool en nommant, en novembre 1984, contre l'opposition des organisations noires, l'un de ses propres partisans comme conseiller des relations inter-communautaires de la ville. Cette décision avait déjà contribué à isoler Militant des secteurs les plus combattifs de la gauche travailliste. Mais l'affaire des licenciements a eu des conséquences encore

plus graves, pas seulement dans la ville, mais parmi tous ceux qui étaient disposés à soutenir le combat de Liverpool contre Thatcher.

## KINNOCK CONTRE LIVERPOOL

C'est dans cette situation de confusion, d'isolement et de démoralisation des travailleurs de Liverpool que la direction du Parti travailliste est intervenue pour reprendre les choses en main. Au congrès du Parti, en octobre 1984, pendant la grève des mineurs, les dirigeants travaillistes n'osèrent pas attaquer Liverpool. Kinnock conservait le silence. Son « ministre fantôme » de l'Environnement, John Cunningham, parlait de la nécessité « de se battre contre la loi sur les impôts locaux et de l'écraser ». Le leader du conseil municipal de Sheffield et personnage en vue de la gauche du parti, David Blunkett, déclara qu'« aucune collectivité locale ne devrait supprimer des emplois ou des services ». Quant au dirigeant du Syndicat national des employés publics, Rodney Bickerstaffe, il lança de la tribune du congrès : « Il ne s'agit pas de savoir si nous allons violer les lois, mais de définir quelles lois nous allons respecter. »

Un an après, au congrès d'octobre 1985, Kinnock se livra à une attaque si violente contre la seule municipalité qui continuait à défier les conservateurs qu'Eric Heffer, l'un des dirigeants de la gauche et député de Liverpool, quitta la tribune en signe de protestation. Et après le congrès, on assista à une offensive en règle contre la municipalité de Liverpool. Pour cette offensive, il y eut une division du travail. Le gouvernement maintenait son attitude intransigeante. Il était tout à fait prêt à révoquer le conseil et nommer des commissaires pour gérer la ville. Le Parti travailliste au niveau national ne s'y serait pas opposé. Kinnock menait l'offensive frontale contre les conseillers travaillistes de Liverpool, pendant que Blunkett et les dirigeants syndicaux tentaient de faire pression sur ces derniers pour qu'ils acceptent un compromis connu sous le nom de « rapport Stonefrost », du nom de son auteur, qui aurait impliqué des hausses des impôts locaux et des loyers municipaux, ainsi que des suppressions d'emplois à une échelle importante.

Parallèlement, les dirigeants syndicaux menaient la bataille à la base, parmi le personnel municipal de Liverpool, afin de gagner leur soutien pour une telle « solution de compromis ». Ils ont largement réussi, dans la situation créée par la débâcle du mois de septembre. Tous les secteurs du personnel, sauf quelques bastions de la tendance Militant, votèrent le rapport Stonefrost, même ceux qui avaient été largement favorables à la grève en septembre. A ce point de la lutte, Liverpool se trouvait complètement isolé. Les erreurs commises par Militant dans la ville, et l'image et la pratique en général sectaire de ce groupe, n'ont pas facilité la tâche des militants qui voulaient organiser la solidarité dans une situation déjà peu favorable. Le refus de Militant de suivre une po-

litique unitaire avec d'autres secteurs de la gauche combative a effectivement rendu impossible une campagne nationale de soutien.

C'est dans ces circonstances que le conseil municipal de Liverpool conclut un accord avec des banques suisses, par lequel il devait bénéficier d'un prêt de 30 millions de livres, soit 330 millions de francs. Passons sur les réactions de la presse à sensation en Angleterre, ironisant sur cette liaison inhabituelle entre les taupes trotskystes et les gnomes de Zürich. Là n'est pas l'essentiel. D'ailleurs, il n'y a aucune interdiction de principe à ce que des représentants de la classe ouvrière concluent des accords financiers avec des banquiers. Le problème est de savoir dans quelles conditions un accord est conclu, ce qui est gagné et ce qui est cédé. De ce point de vue, l'accord conclu pose de sérieux problèmes. D'après Militant, il implique moins de concessions que la solution proposée par Stonefrost. Il est vrai que l'accord permettra de compléter le programme de construction de logements prévu par la municipalité, bien que certaines ressources du budget « logement » devront être utilisées pour payer les salaires des employés municipaux. Il y aura certaines réductions des dépenses sociales de la municipalité, mais moins importantes que celles proposées par Stonefrost. Mais tout cela n'est vrai qu'à très court terme.

## UN « REVERS » ET SES CONSÉQUENCES

La fédération travailliste de Liverpool elle-même reconnaît, dans une résolution, « que ce compromis constitue un revers pour le parti et le peuple travailleur de Liverpool, mais pas une défaite irréparable ». Pas une défaite irréparable peut-être, mais certainement plus qu'un revers. Car, à long et même à moyen terme, les conditions du prêt sont contraignantes. La municipalité ne commencera à rembourser le prêt que dans deux ans, mais ce remboursement sera étalé sur dix ans. Elle a dû s'engager à fixer un budget conforme à la législation gouvernementale, l'an prochain et pendant la période du remboursement du prêt, c'est-à-dire pendant dix ans. En plus, l'accord a dû être approuvé par le gouvernement, à la demande des banques suisses. On voit bien que ces dernières se sont données des garanties solides d'être remboursées.

Pour sa part, la municipalité semble bien s'être mise dans une situation où elle ne pourra éviter de faire des coupes claires dans son budget social, à partir de l'année prochaine. Les dirigeants de Militant ont beau parler de la nécessité d'une bataille unie de toutes les municipalités travaillistes l'année prochaine et de présenter comme une solution globale le retour d'un gouvernement travailliste engagé à appliquer une politique socialiste après les élections de 1988. Cela a l'air d'une fuite en avant. Il n'y a aucune garantie qu'il y aura un gouvernement travailliste en 1988, encore moins qu'il appliquera une politique socialiste. Quant

à une résistance unie sur le front municipal, l'année prochaine, rien n'est moins sûr, étant donné le rapport des forces actuel dans le Parti travailliste.

Mais critiquer la direction de Militant pour les erreurs qu'elle a faites à Liverpool ne doit pas cacher l'essentiel. La responsabilité fondamentale pour ce qui s'est passé à Liverpool est celle des autres municipalités travaillistes, souvent « de gauche », qui se sont agenouillées devant les conservateurs. C'est celle de la direction du parti, qui a trahi les travailleurs de Liverpool, comme elle avait déjà trahi les mineurs, mais de façon plus ouverte, parce qu'elle bénéficia justement du nouveau rapport des forces, suite à la défaite des mineurs (2). C'est celle des dirigeants plus ou moins de gauche des syndicats, qui ont aidé Kinnock à éteindre le foyer de résistance à Liverpool.

La défaite de la municipalité de Liverpool marque un nouveau recul de la classe ouvrière britannique face à Thatcher, suite à la grève des mineurs. Au travers du rôle de Kinnock et de Blunkett, on voit s'approfondir le recentrage à droite du Parti travailliste et la suite se précise d'ores et déjà. Sur proposition de Kinnock, le comité exécutif national du Parti travailliste a annoncé la dissolution provisoire de la fédération de Liverpool et l'ouverture d'une enquête sur ses activités. Il est clair que cela constitue la première étape dans une chasse aux sorcières contre la tendance Militant, qui vise à terme toute la « gauche dure » du Parti travailliste, c'est-à-dire la gauche qui défend une orientation de lutte des classes. D'ailleurs, les conseillers de Liverpool et de Lambeth se trouvent confrontés à la menace d'être traînés devant les tribunaux, où ils risquent d'encourir des amendes, la saisie de leurs biens personnels et l'interdiction d'être élus pendant cinq ans, comme conséquences de la bataille qu'ils ont menée contre le gouvernement.

Il est clair aujourd'hui que la gauche de lutte des classes dans le Parti travailliste sera obligée de mener une bataille à la fois contre la chasse aux sorcières et pour organiser la résistance aux attaques des conservateurs, que ce soit sur le front municipal ou ailleurs. Contre le glissement à droite du Parti travailliste et la débâcle d'une bonne partie de son aile gauche, il va falloir organiser les forces qui veulent se battre. Au-delà des divergences au sein de cette « gauche dure », et malgré les erreurs des uns et des autres, c'est la tâche de l'heure. Concrètement, puisque c'est la tendance Militant qui est dans le collimateur de Kinnock, il faut la défendre de la manière la plus large possible. Aucune critique des positions politiques ou des pratiques de Militant ne peut justifier un refus de défendre ses militants contre la bureaucratie travailliste. ■

David CAMERON,  
le 23 décembre 1985.

2. Voir l'article de Steve Roberts, « Les conséquences de la défaite des mineurs » dans *Inprecor* numéro 208 du 2 décembre 1985.

# Mobilisation de masse contre la politique d'austérité du PASOK

Interview de notre camarade Sofronis Papadopoulos

L'ADOPTION par le gouvernement Papandréou, à la mi-octobre, d'un train de mesures d'austérité et notamment la décision de geler les salaires pour les deux ans à venir et de limiter les conditions d'application de l'échelle mobile des salaires, a provoqué une succession de mobilisations ouvrières. Celles-ci ont culminé lors de la grève générale du 14 novembre dernier, qui fut probablement l'une des plus importantes mobilisations ouvrières et populaires depuis la chute de la dictature grecque.

Cette opposition de masse à la politique du gouvernement

Jacqueline ALLIO : — Une grève générale a eu lieu le 14 novembre dernier. Elle a été massivement suivie par les travailleurs du secteur privé et de l'essentiel du secteur public. Peux-tu nous expliquer l'origine de cette mobilisation ?

Sofronis PAPADOPOULOS : — Ce sont les mesures économiques prises le mois dernier par le gouvernement qui ont déclenché un mouvement aussi massif et mis le feu aux poudres. Ces mesures, et avant tout le gel des salaires décrété pour les deux ans à venir, avec la remise en cause de l'échelle mobile des salaires, frappent de plein fouet la classe ouvrière. Alors que l'inflation a dépassé 20 % en 1985, l'indexation des salaires sur la hausse des prix ne sera pas appliquée pour les quatre derniers mois de cette année, ce qui implique une diminution d'environ 10 % des salaires. Et malgré les assertions des autorités, cette mesure n'est qu'un premier pas vers l'abolition pure et simple de l'échelle mobile des salaires puisque, désormais, le taux d'indexation sera décrété a priori pour les quatre mois suivants, sans possibilité de correction si le taux réel de l'inflation s'avère supérieur aux prévisions. En outre, l'augmentation des prix des produits importés ne sera pas prise en compte pour établir ces estimations.

Pour s'assurer que cette décision soit bien respectée, le gouvernement a adopté un décret interdisant aux patrons d'accorder des augmentations de salaires, sous peine d'amendes faramineuses pouvant atteindre 5 % du revenu. Or, l'échelle mobile des salaires est une conquête importante des travailleurs, que le PASOK a dû concéder sur la lancée de sa victoire électorale de 1981. C'est la raison pour laquelle les masses travailleuses ont réagi aussi vivement à cette attaque gouvernementale. C'est en effet la décision la plus importante de l'ensemble des mesures adoptées dans le cadre de la politique d'austérité, mais ce n'est évidemment pas la seule.

Le gouvernement de Papandréou a décidé d'effectuer des coupes importantes dans les dépenses sociales. Il cherche à frapper les couches moyennes par une augmentation drastique des impôts touchant les travailleurs indépendants, ainsi que par une intensification de la lutte contre la fraude fiscale. Cette dernière mesure vise en particulier les très petits commerçants et les artisans, qui représentent une part essentielle des circuits parallèles de l'économie grecque. L'application de cette décision représentera un coup très dur pour les couches les plus défavorisées. Les salariés ne constituent en effet que 45 % de la population active, et les revenus des familles les plus pauvres dépendent en grande partie de ce type d'économie informelle. A quoi il faut ajouter la dévaluation de la drachme, la monnaie nationale, décrétée en octobre dernier — 15 % officiellement, mais plus de 18 % dans les faits —, mesure qui frappe elle aussi en premier lieu les plus démunis. On peut dire que, l'un dans l'autre, tout cela a entraîné une réduction de 10 % du revenu réel.

— Cette mobilisation a-t-elle pris les directions ouvrières par surprise ?

— Oui et non. Il y avait déjà eu une série de luttes au début de l'année 1985, face aux effets de la crise économique. Mais elles avaient connu un reflux dans la période précédant les élections de juin qui ont reconduit la majorité législative du PASOK (1). Tout de suite après les élections, les prix ont commencé à augmenter de semaine en semaine. L'explosion sociale était dès lors prévisible, bien qu'il ne s'agissait pas encore d'une mobilisation d'ensemble. Devant les rumeurs qui commençaient à circuler à propos des mesures d'austérité que le gouvernement comptait prendre, une série de luttes ont démarré dans le secteur privé sur la question des prix et du chômage. Elles étaient contrôlées par le Parti communiste pro-Moscou, dit de l'extérieur, et soutenues

du Mouvement socialiste pan-hellénique (PASOK) provoque des clivages au sein même de ce parti, et notamment parmi ses militants et cadres syndicaux. Par ailleurs, la violente répression avec laquelle les forces policières ont dispersé une manifestation à Athènes a relancé la mobilisation dans la jeunesse.

Dans l'interview que nous publions ci-après, le camarade Sofronis Papadopoulos, membre de la direction de l'Organisation communiste internationaliste (OKDE), section grecque de la IVe Internationale, fait le point sur ces récents événements.

en partie par le PC eurocommuniste, dit de l'intérieur.

Dans les entreprises du secteur public dominées par le PASOK, comme les banques, les postes, les télécommunications, l'électricité, les transports urbains, les chemins de fer, on a vu se développer des mobilisations face à la non application des mesures de socialisation promises par le gouvernement. En effet, de tout le programme annoncé du PASOK, la seule chose mise en pratique s'avérait être la création de « comités d'entreprise », des structures de cogestion où les travailleurs siègent aux côtés des directeurs et de représentants de l'administration. Ces structures visant à promouvoir une dynamique de collaboration de classe, les travailleurs dirent clairement qu'ils n'en voulaient pas.

Mais ces luttes étaient éclatées. Toutefois, dès que les mesures gouvernementales d'austérité furent annoncées, le 11 octobre, la riposte devint massive, avec l'engagement des principaux syndicats organisés dans la Confédération générale des travailleurs grecs (GSEE), à savoir ceux des entreprises du secteur privé et des branches les plus importantes du secteur public, à l'exception des enseignants et des employés de l'administration, qui font partie de la Confédération des fonctionnaires regroupant près de 300 000 personnes.

— Qui dirigeait cette mobilisation ?

— Le noyau dur de la lutte était constitué par ceux-là même qui s'étaient mobilisés antérieurement : les syndicats contrôlés par le PC pro-Moscou, certains syndicats politiquement indépendants ou semi-indépendants, et ceux du secteur public dominés par le PASOK, qui avaient bougé sur la question de la socialisation. A quoi vint s'ajouter la Coordination des syndicats d'usine du privé contrôlés par le

1. Cf. *Inprecor* numéro 207 du 4 novembre 1985.

PASOK, qui regroupe environ 150 grandes entreprises. La Confédération des fonctionnaires décida de manifester également contre les mesures du gouvernement, mais par des initiatives séparées qui devaient déboucher sur la grève générale des enseignants et des employés de l'administration, le 28 novembre.

Tout cela montre bien l'ampleur du mouvement à la base. A tel point que 26 des 45 dirigeants de la commission exécutive de la GSEE constituèrent un bloc pour refuser les mesures gouvernementales et appeler à la grève générale. Ils ont mis en minorité l'aile du PASOK favorable à la politique d'austérité, dont le président et le trésorier de la GSEE, qui furent destitués de leurs fonctions. Sur ces 26 leaders syndicaux, 7 étaient en même temps des responsables du PASOK dans les principales entreprises du secteur public, 3 d'entre eux étant par ailleurs membres du comité central du PASOK. Dès qu'ils s'avéra qu'ils prenaient leurs distances avec les décrets du gouvernement Papandréou, ils furent exclus du parti.

— A partir de là, comment s'est organisée la mobilisation ?

— A vrai dire, la situation était souvent complexe. En général, le bloc des 26 contrôlait les bourses du travail locales, qui coordonnent l'ensemble des syndicats, alors que le PASOK conservait parfois le contrôle des syndicats d'entreprise, en particulier dans les petites boîtes. Parfois, c'était l'inverse. Mais, en tout état de cause, les trois principaux centres industriels — Athènes, Salonique et le Pirée, autrement dit les trois-quarts de la classe ouvrière organisée — suivaient les initiatives du bloc des 26. Aussi, le PASOK a-t-il tout fait pour saboter le fonctionnement des instances syndicales en accord avec les 26, en enjoignant à ses représentants de démissionner des organes de direction syndicaux, en tentant de faire capoter les décisions prises, etc.

Cela n'a pas empêché la mobilisation de se développer, même si les dirigeants

du PASOK partie prenante du bloc des 26 avaient tendance à prendre des initiatives de leur côté. Du 11 octobre au 14 novembre, date de la grève générale, il n'y a pratiquement pas eu un seul jour sans grève ou manifestation, à Athènes comme dans le reste du pays. Il s'agissait d'actions tournantes, mas qui ont fini par déboucher, le 14 novembre, sur une grève générale quasi totale. Ce jour-là, la production s'est arrêtée à plus de 80 %. Il y a eu des assemblées dans tous les centres ouvriers, des manifestations monstres un peu partout. C'était la plus grosse mobilisation depuis la chute de la dictature, beaucoup plus militante et combative que celle de ces dernières années.

La mobilisation du 14 novembre a certainement été déterminante pour l'ampleur de la grève générale des fonctionnaires, qui a eu lieu quinze jours plus tard, le 28 novembre. Il faut dire que sur les 25 dirigeants de cette confédération — que le PASOK contrôle très étroitement —, un seul s'est montré favorable aux mesures d'austérité. Aussi, le président de cette confédération, qui est membre du comité central du PASOK, a-t-il voulu démissionner de la direction du parti, et ce n'est qu'à la suite des pressions très fortes qui se sont exercées sur lui qu'il y a renoncé. Les luttes n'ont d'ailleurs pas cessé depuis lors. Les taxis sont entrés en grève ; hier, le 29 novembre, c'étaient les contrôleurs aériens, et le mouvement continue.

— D'une manière plus générale, quelles sont les implications de tout cela pour le PASOK ? Comment réagit la direction ?

— La direction du PASOK essaie de s'en sortir comme elle peut, en se servant de instruments dont elle dispose, à commencer d'ailleurs par la machine judiciaire. En effet, dès que le bloc des 26 a appelé à la mobilisation, la justice est intervenue pour déclarer que les décisions prises étaient illégales, dans la mesure où ce bloc ne représentait pas la direction officielle de la GSEE. Et les tribunaux

comptent imposer de nouvelles directions syndicales par décret judiciaire, aussi bien en ce qui concerne la GSEE que diverses fédérations ou syndicats particuliers. Ces mesures ne sont pas encore appliquées dans les faits, mais les décisions sont d'ores et déjà prises. Reste à voir ce qui va se passer.

Par ailleurs, le PASOK a répandu partout des calomnies accusant les dirigeants du bloc des 26 d'être des provocateurs liés aux partis de droite, de chercher à déstabiliser le PASOK et à miner sa politique de changement. Et c'est aux 7 ex-dirigeants du PASOK qu'il a réservé ses attaques les plus felleuses, les qualifiant d'ennemis du peuple et d'agents de l'impérialisme. Il est même allé encore plus loin, en organisant des groupes qui sont intervenus aux côtés des flics pour casser les grèves.

— Quelles sont aujourd'hui les perspectives ?

— Il semble, hélas, que le bloc des 26 soit en train de reculer, pas à pas. Certes, les membres de ce groupe continuent à proclamer qu'il faut poursuivre la lutte et concentrer les efforts sur la question des contrats, au niveau de chaque syndicat, de chaque fédération, etc. Et, dans ce sens, il est peu probable que les 7 ex-dirigeants du PASOK rejoignent ce parti à court terme. Mais, en même temps, on sait que le bloc des 26 manœuvre dans les coulisses pour tenter de parvenir à un arrangement avec la direction du PASOK.

Pour l'instant, les masses ont confiance dans les dirigeants réformistes qui ont pris la tête de la lutte, et il existe de réelles possibilités pour que la mobilisation s'élargisse. On sait par exemple que plus d'une quarantaine d'entreprises vont fermer sous peu, en raison de banqueroute. Il s'agit d'usines contrôlées par le PASOK, dont seulement certaines d'entre elles ont participé à la grève générale du 14 novembre. Or, les syndicats de ces entreprises — au courant de la situation économique — ont organisé une coordination pour préparer la riposte. On a donc là un nouveau secteur lié au PASOK prêt à se différencier de ce dernier et à se lier au bloc des 26. Mais tout le problème est de tracer des perspectives unitaires pour empêcher la mobilisation de s'effriter.

Si le bloc des 26 maintient ses positions contre la politique d'austérité, il y a de fortes chances pour que les dirigeants en question soient exclus de la direction de la GSEE et qu'ils aient la tentation de sortir de la confédération. Nous pensons qu'il faut les empêcher de prendre une telle décision, car, de scission en scission, on se retrouvera vite confrontés à une dispersion totale des forces. Le PASOK ne manquera pas, dans ce cas, de tout faire pour diviser le mouvement, et les secteurs les plus faibles et les moins organisés — ceux qui sont les premiers à faire les frais de la politique gouvernementale — risquent de se retrouver complètement isolés. Pourtant, si on tient compte de l'ensemble des forces prêtes à lutter, il est clair qu'en coordonnant les efforts, il est

Protestation antimissiles à Athènes pendant le sommet européen tenu dans cette ville en décembre 1983. (DR)



# Crise et restructuration dans l'industrie automobile

**D**IRE que l'industrie automobile est entrée en crise depuis 1973 est devenu un lieu commun. Il est plus exact d'affirmer que depuis dix ans l'industrie automobile est entrée dans une nouvelle phase de son histoire. L'expansion qui l'avait marqué en Europe s'est arrêtée, la concurrence au niveau mondial entre quelques grands groupes multinationaux s'est exacerbée, et la règle commune est devenue l'offensive contre la classe ouvrière, son emploi et ses conditions de travail. Quelques repères permettent d'apprécier l'essor de l'industrie automobile dans le cadre de l'industrie mondiale capitaliste et des inflexions économiques survenues depuis dix ans.

Pendant la période de plus grande croissance, de 1950 à 1973, la production mondiale a crû de 278 % passant de 8 millions de véhicules produits par an à 23 millions. Mais de 1970 à 1980, la croissance n'a été que de 26 %. Depuis, elle est restée globalement stationnaire malgré des variations annuelles. Le chiffre annuel de 30 millions de véhicules n'a été dépassé que trois fois : en 1978, 1979 et 1984 (1). Ce ralentissement très important de la croissance de la production mondiale s'explique par la conjugaion de deux facteurs : l'application dans tous les pays capitalistes depuis 1974 de mesures d'austérité visant à bloquer la croissance du revenu des salariés et la tendance à la saturation des marchés automobiles dans les pays développés.

Le premier facteur est de loin le plus important pour expliquer le ralentissement de la croissance de la production, car le seuil de « saturation » est très variable selon les pays considérés. Ainsi aux Etats-Unis, il y a plus d'une automobile pour deux habitants, alors que les pays européens les plus développés, qui ont un revenu par tête supérieur à celui des Etats-Unis, ont un taux de motorisation plus faible, avec en moyenne une automobile pour trois habitants.

Le fait que la plupart des pays capitalistes continuent à pratiquer des politiques d'austérité ne peut que perpétuer les tendances actuellement observées puisque les automobiles sont des biens de consommation achetés par une majorité de consommateurs ne vivant que de leurs salaires.

Jean-Claude BERNARD

Mais les difficultés actuelles de l'industrie automobile ne sont pas seulement causées par ce ralentissement de la croissance de la production. Elles tiennent aussi à de profonds bouleversements de la concurrence entre groupes capitalistes. Celle-ci a été modifiée par l'irruption d'un nouveau concurrent au cours des dix dernières années, l'industrie japonaise. Alors qu'en 1960, l'industrie automobile japonaise ne représentait que 1 % de la production mondiale, cette part s'élevait à 14 % en 1970 et à 25 % en 1980. Une aussi forte croissance dans le cadre d'une production mondiale caractérisée par un rythme de croissance ralenti ne pouvait que diminuer la part du gâteau que les groupes multinationaux originaires d'Europe ou des Etats-Unis se disputaient.

La part des Etats-Unis est ainsi passée de 32 % en 1970 à 25 % en 1980 et à la même part en 1984. Celle de l'Europe capitaliste est passée de 45 % en 1970 à 36 % en 1980 et à 33 % en 1984. La conséquence de cette modification sensible de la répartition des parts de marché est une stagnation de la production d'automobiles en Europe et aux Etats-Unis depuis 1975 (2). Cette tendance générale à la stagnation s'accompagne de mouve-

ments conjoncturels aux différences de plus en plus marquées. L'industrie automobile devient de plus en plus sensible aux aléas de la conjoncture. D'une année sur l'autre, dans chacun des pays les plus développés, les variations de production peuvent atteindre 20 %.

## UNE CRISE DE SURPRODUCTION

Avec l'exacerbation de la concurrence et la stagnation des marchés, les conditions sont réunies pour donner à la crise actuelle de l'industrie automobile tous les traits classiques d'une crise de surproduction. C'est notamment le cas en Europe capitaliste. Les surcapacités de production en Europe sont évaluées à 2 500 000 de véhicules, ce qui représente près du quart de la production européenne. Tous les grands constructeurs européens sont frappés par cette surproduction. Leur objectif commun n'est plus la poursuite de l'expansion, mais de rabaisser le seuil minimum de production à partir duquel ils peuvent espérer rentabiliser leur capital. Fiat a ainsi rabaisé ce seuil

1. La Revue automobile suisse, 1984, et le rapport du Massachusetts Institute of Technology, « Quel avenir pour l'automobile ? », Editions Atlas-Economica, 1985.  
2. Ibid.

possible de faire reculer le gouvernement qui a été pris complètement par surprise, vu l'ampleur de la riposte, et qui se trouve le dos au mur. En tout cas, si les dirigeants réformistes, qui ont fait un pas en avant en s'opposant à Papandréou, trahissent les aspirations des masses, il y a fort à parier, vu la détermination ambiante, qu'on verra se dégager une nouvelle couche de travailleurs d'avant-garde s'appuyant sur l'expérience de masse actuelle.

Pour notre part, nous pensons que l'émergence d'un front anticapitaliste est possible et que cela constituerait une avancée décisive pour la classe ouvrière grecque. Notre groupe doit œuvrer à une telle perspective, aux côtés des autres groupes d'extrême-gauche convaincus de l'importance cruciale de ce qui se passe en ce moment au sein du prolétariat. C'est pourquoi, dans toutes les mobilisations auxquelles nous participons, nous ne cessons de marteler la question de l'indépendance syndicale et de l'unité, contre l'austérité, l'inflation et le chômage, pour la réduction du temps de travail et les 35 heures, et pour les nationalisations.

— Et la jeunesse, quel rôle joue-t-elle dans ce contexte ?

— Les mobilisations qui ont eu lieu tout récemment ont été très massives. Tout a démarré après la manifestation pour l'anniversaire de la manifestation de l'Ecole polytechnique (2). La police est intervenue avec une brutalité inouïe, à coups de matraque, avec des gaz lacrymogènes, contre les jeunes qui se réunissent tous les soirs dans un square d'Athènes. C'est ainsi qu'ils ont tué un jeune anarchiste. Les jeunes ont donc décidé d'occuper l'Ecole polytechnique, et plusieurs groupes d'extrême gauche ont appelé à une manifestation qui a réuni près de 5 000 jeunes, dont une partie des jeunes du PC de l'intérieur. Cette initiative a d'ailleurs entraîné une crise très sérieuse et une scission au sein de l'organisation de jeunesse de ce parti. Car la direction, alors qu'elle avait d'abord appelé à participer à la manifestation, a fait volte-face au dernier moment. Mais sa base ne l'a pas accepté et a participé quand même.

Il faut souligner que la mobilisation s'est étendue comme une traînée de poudre à tout le reste du pays, et qu'on a assisté un peu partout à des occupations d'universités et d'écoles, ainsi qu'à des manifestations. Nous y voyons, quant à nous, une situation nouvelle en ce qui concerne la radicalisation de la jeunesse, et nous pensons qu'il est possible de tracer des perspectives pour effectuer la jonction entre ces mobilisations et celles des travailleurs. ■

Propos recueillis par Jacqueline ALLIO, Athènes, le 30 novembre 1985.

2. La manifestation de l'Ecole polytechnique en 1973 fut un temps fort de la lutte contre la dictature des colonels. Traditionnellement, cette date est commémorée par des mobilisations de rue.

de 164 000 véhicules en 1980 à 100 000 en 1984, alors que Peugeot SA essaie de réduire le sien de la moitié (3).

Cette politique de « redimensionnement » des entreprises s'accompagne, bien évidemment d'une offensive de grande envergure contre les travailleurs de l'automobile, lesquels réunis dans des usines de plusieurs dizaines de milliers de travailleurs, avaient obtenu des conquêtes tout au long de la phase d'expansion de l'industrie. Aujourd'hui, il s'agit pour le patronat de l'automobile de s'en prendre frontalement à ces conquêtes passées en s'attaquant à l'emploi et tentant de briser les traditions ouvrières de ces bastions.

Tel est le sens des batailles ouvrières de ces dernières années dont l'échec de la grande grève de Fiat est la plus exemplaire (4). Même s'il faut tenir compte d'une relative désynchronisation liée aux conditions politiques de chaque pays, la même politique s'est appliquée en Italie, en Angleterre et en France. Dans ce dernier pays, le constructeur Renault, vitrine de la politique sociale des années d'expansion, essaie en 1985-1986 de liquider près de 20 000 emplois. Cette réduction d'emplois est liée aux modifications des techniques de fabrication. L'industrie automobile a été sérieusement touchée depuis dix ans par les retombées des technologies électroniques dans les méthodes de fabrication, qui n'ont pas pourtant représenté une vague bouleversant de façon homogène les usines automobiles. Les investissements en vue de l'automatisation ont été concentrés sur certaines usines des principaux constructeurs, et sur des segments particuliers du processus concret de fabrication, notamment l'usinage des pièces mécaniques comme le moteur, l'emboutissage et la peinture finale des véhicules.

Alors que la production d'une automobile repose sur l'assemblage de composants aux techniques de plus en plus diversifiées, l'automatisation a jusqu'ici buté sur ce seuil constitué par le montage, tant à l'étape finale sur les chaînes de montage, qu'à l'étape intermédiaire d'assemblage de composants partiels. Quelle que soit la mythologie complaisamment répandue à ce sujet, les usines employant les techniques les plus modernes ne sont pas des usines sans ouvriers. Par exemple, l'usine Wolfsburg de Volkswagen en RFA est l'une des plus modernes d'Europe. C'est là que sont construites les voitures Golf, le modèle le plus vendu en Europe. Il y a encore 60 000 travailleurs à Wolfsburg, ce qui n'en fait pas à proprement parler une usine déserte. Les opérations d'emboutissage automatisées représentent 90 % du total de cette partie de la production de la Golf. Par contre, l'automatisation du montage n'en représente que 25 % et ce pourcentage ne devrait pas dépasser 33 % en 1990 (5).

Les économies de temps de fabrication engendrées par ces techniques nouvelles sont en conséquence très importantes. Elles ont atteint 16 % entre la fabrication de l'ancienne Golf et la nouvelle. Cette même situation s'observe pour la

fabrication, à l'usine de Flins, de la nouvelle Renault 5 par rapport à l'ancienne. Il fallait 35 heures en moyenne pour assurer la fabrication d'une voiture dans une usine de montage à la fin des années 1960. Il faut en moyenne 20 heures aujourd'hui pour un véhicule de niveau équivalent dans la gamme.

Ces résultats ne sont pas tous dus à la « robotisation » : la rationalisation des équipements, les modifications de conception de la voiture pour la rendre plus rapide à construire sont aussi des facteurs non négligeables. Mais le résultat est là : la productivité des usines automobiles européennes augmente au rythme de 7 % l'an. Comme le niveau de production est globalement constant, la simple transposition arithmétique aux emplois aboutit à une diminution de 7 % des effectifs salariés par an.

### UNE CONJONCTURE INSTABLE

L'hémorragie d'emplois observée ces dernières années n'a pas suffi à stabiliser la situation de l'industrie automobile. Mais elle a incontestablement permis l'assainissement financier d'entreprises, comme Fiat en Europe ou Chrysler aux Etats-Unis. Cet assainissement s'est fait au prix non seulement de dizaines de milliers de licenciements mais aussi d'une réduction importante des activités. L'heure est à la conclusion d'accords internationaux entre les principaux groupes mondiaux qui permettent des économies d'échelle dans la fabrication de composants, tout en se ménageant des plages de concurrence féroce. Ainsi, le premier constructeur US, General Motors, et le premier constructeur japonais, Toyota, sont liés par des accords de coopération. Il en va de même pour Nissan, Volkswagen, Seat et Alfa-Roméo, Honda et British Leyland. Des négociations entre Ford et Fiat viennent d'échouer. Les standardisations induites par ces restructurations ne peuvent déboucher que sur plus de suppressions d'emplois. L'industrie automobile démontre bien que les investissements d'aujourd'hui ne sont pas les emplois de demain.

La reprise observée aux Etats-Unis a permis aux trois constructeurs américains de réaliser plus de 10 milliards de dollars de bénéfices. Ceux-ci servent dès maintenant à une relance de l'innovation technologique dans les méthodes de fabrication. C'est le moyen choisi par General Motors pour tenter d'égaliser et de dépasser les économies de coûts de production réalisées par les Japonais dans le domaine des petites voitures.

Jusqu'à présent, les principaux constructeurs mondiaux étaient dans le même peloton en ce qui concerne la mise en œuvre des processus automatisés. L'écart entre eux tenait d'avantage au coût de la force de travail et aux procédures d'organisation de la production, qu'à la seule innovation technologique. Mais par un recours à des sous-traitants exclusifs appartenant aux mêmes groupes financiers, ainsi qu'une absence de stocks, qui est permise par une grande fiabilité

technique des équipements industriels et une paix sociale dans l'entreprise, l'industrie japonaise a acquis, ces dernières années, une supériorité sur ses concurrents.

L'enjeu pour les constructeurs US, puis pour ceux d'Europe, est de changer cette donnée en accentuant l'effort d'automatisation. Dans le projet le plus avancé, celui de General Motors (GM), intitulé projet Saturn, l'objectif n'est plus simplement d'automatiser des éléments discontinus du processus de fabrication, mais bien de progresser sur la voie du pilotage automatique de la totalité de ce processus. Ce serait là incontestablement une nouvelle étape dans l'automatisation de la production automobile. Les investissements pour construire cette nouvelle usine, qui devrait entrer en activité en 1989, représentent 3,5 milliards de dollars.

Le temps total de travail nécessaire à la fabrication d'une automobile en y incluant les sous-traitants est d'environ 100 heures au Japon et le double aux Etats-Unis. L'objectif affiché par les dirigeants de GM est de parvenir à 40 heures. Même en tenant compte des effets d'annonce publicitaire de GM, l'objectif proposé montre l'ampleur de la vague d'innovation technologique à venir. Les profits accumulés par GM débouchent certes sur des investissements, mais tout aussi clairement sur une réduction de l'emploi (6).

Ce projet nord-américain se veut innovateur en matière de technique industrielle, mais il prend soin de vouloir « innover » aussi en matière de relations avec les travailleurs. Les dirigeants de GM ont en effet signé un accord avec la direction nationale du Syndicat uni des travailleurs de l'automobile (UAW), par dessus la tête des représentants syndicaux de GM. Selon ces derniers, cet accord rompt avec cinquante années de pratique syndicale pour la remplacer par « un système de gestion fondé sur le consensus ». Les structures de délégation syndicale dans les ateliers seraient supprimées. Il serait institué deux catégories distinctes de travailleurs, les « membres » qui constitueraient les travailleurs permanents et les « membres associés » qui travailleraient sur la base de contrats temporaires (7). De plus, il est prévu que les salaires seraient décomposés en une partie fixe et une partie variable en fonction des résultats de l'entreprise. Il s'agit explicitement pour les dirigeants de GM, d'expérimenter ces mesures dans la nouvelle usine abritant le projet Saturn, avant d'envisager de les étendre aux autres usines de la firme. Ainsi, l'introduction de nouvelles technologies de fabrication est combinée avec une offensive contre les

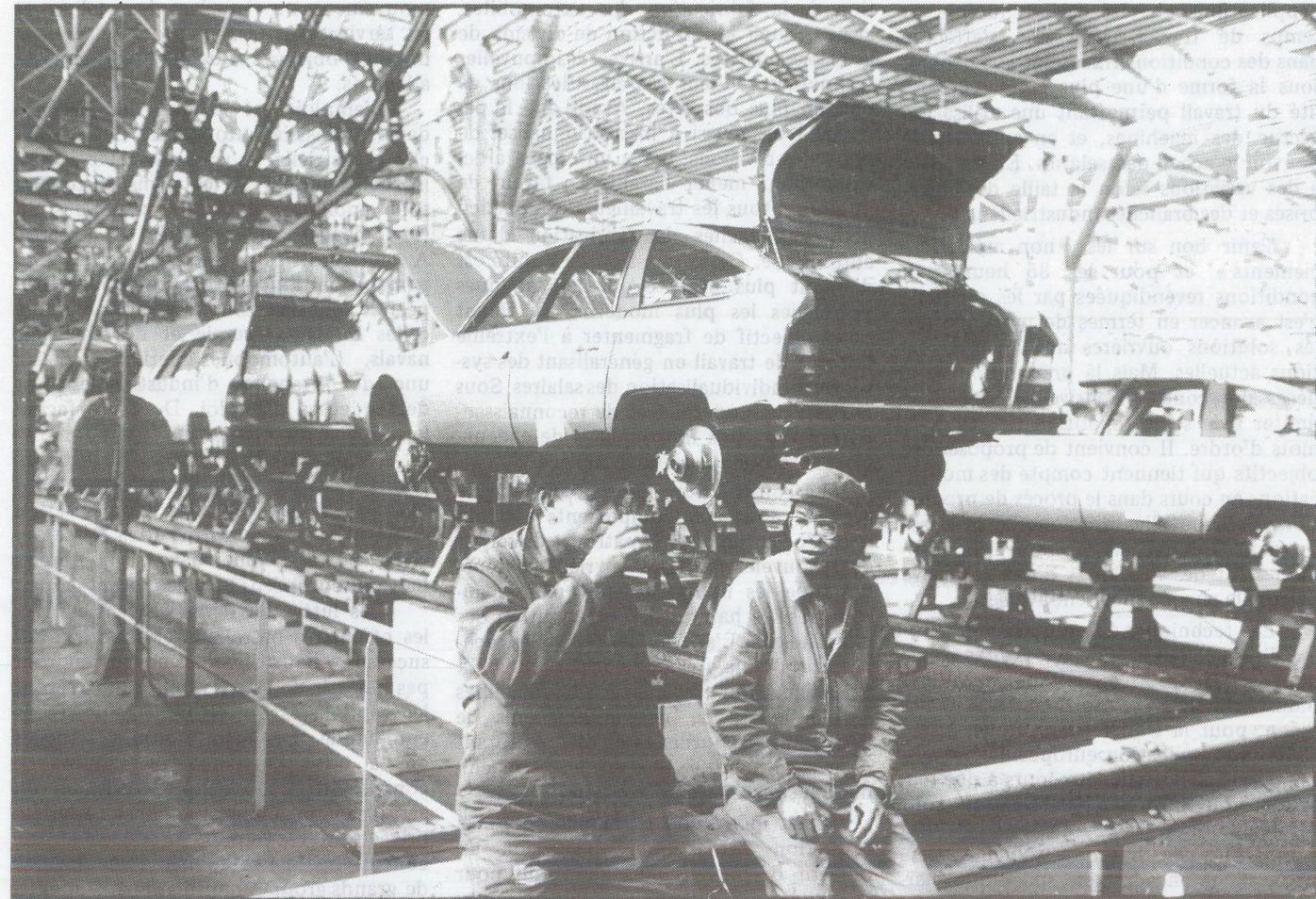
3. *Action automobile*, octobre 1985.

4. Sur la grève de la Fiat à Turin de 1980, voir les articles publiés par *Inprecor* à l'époque (numéros 85, 86, 87-88, 90).

5. *Le Monde* du 3 décembre 1985.

6. *Fortune*, hebdomadaire nord-américain, du 11 novembre 1985.

7. *International Labor reports*, novembre 1985.



Pause sur la chaîne de l'usine Citroën d'Aulnay, dans la banlieue parisienne. (DR)

traditions d'organisation, fussent-elles corporatistes, de la classe ouvrière américaine.

Cet exemple du projet Saturn représente le point avancé d'une tendance aussi à l'œuvre dans toute l'industrie européenne automobile : s'en prendre à la faveur de la restructuration actuelle aux acquis de la classe ouvrière. Depuis le début des années 1980, ce sont les patrons qui sont à l'offensive et les luttes ouvrières sont le plus souvent pour la défense de l'emploi et de conditions de travail menacées. Force est de constater que les plans patronaux de restructuration réussissent à s'imposer au prix de dizaines de milliers de licenciements ou suppressions de postes de travail.

#### QUELLES RÉPONSES OUVRIÈRES ?

Les directions traditionnelles du mouvement ouvrier sont de moins en moins capables d'offrir des réponses permettant d'enrayer l'offensive patronale. La tentation d'accepter l'inévitabilité des plans de restructuration est donc de plus en plus forte, accompagnée de l'espoir irréaliste de pouvoir cogérer le changement, alors que celui-ci vise précisément à briser les capacités d'organisation de la classe ouvrière, même sous ses formes traditionnelles. En fait, ces syndicats se mettent en position de vouloir défendre un emploi « de demain » qui n'arrivera pas. Il s'agit d'une fuite en avant qui contribue à expliquer par exemple les baisses d'effectifs syndicaux de la

Confédération française démocratique des travailleurs (CFDT) en France.

L'autre tentation est celle de la défense chauvine des intérêts nationaux en revendiquant un protectionnisme pour son industrie nationale. Les syndicats nord-américains, britanniques ou la Confédération générale du travail (CGT) française se font souvent les défenseurs de cette orientation dont on aurait tort de mésestimer l'impact auprès de couches de travailleurs privés d'emploi par suite de l'aggravation de la concurrence internationale. Il convient pourtant d'expliquer que la tentation protectionniste est pour une organisation ouvrière une impasse de deux points de vue. D'une part, elle conduit à opposer les travailleurs d'une même nationalité à ceux d'un autre pays, d'autre part, elle retarde les formes d'organisation des travailleurs par rapport à celles du patronat dont la stratégie est de plus en plus élaborée au niveau international. Aucun des principaux constructeurs européens n'élabore sa politique de vente, ni celle de localisation de ses outils de production, en fonction d'un seul pays.

Face à ces orientations qui ne peuvent qu'égarer le mouvement ouvrier face à la stratégie du patronat, c'est bien la question d'une contre-offensive à préparer dans les conditions d'aujourd'hui qui doit être au centre des discussions et des initiatives des militants révolutionnaires.

La position par rapport aux processus de restructuration en cours est bien la ligne de partage principale dans les organisations ouvrières. Accepter plus ou

moins honteusement la fatalité de suppressions d'emplois ou bien s'y opposer en continuant d'affirmer avec obstination « non aux licenciements », tel est bien l'enjeu principal pour le mouvement ouvrier. Le succès des luttes contre les suppressions d'emplois à l'échelle de toute une grande firme n'est certes pas garanti dans le court terme. Mais ceux qui tirent prétexte de cette difficulté à gagner actuellement pour accepter les plans patronaux conduisent les travailleurs à davantage de démoralisation, aujourd'hui comme demain. La bataille pour l'unité des travailleurs par delà les menaces différenciées sur leur emploi et les diversités croissantes de statut suppose une opposition frontale à la précarisation des emplois et à leur suppression.

#### LE REFUS DES LICENCIEMENTS ET LA BATAILLE POUR LES 35 HEURES

La seule réponse qui tienne, face à l'accroissement de la productivité du travail et à la diminution des effectifs salariés dans une branche comme l'automobile, est celle de la réduction du temps de travail. Selon les aléas de la conjoncture, la revendication de la réduction de la durée du travail hebdomadaire à 35 heures peut apparaître comme plus ou moins mobilisatrice à un moment donné. Il n'empêche que sa portée et sa valeur comme solution immédiate au chômage ne font que progresser. Nous sommes d'ores et déjà engagés dans la phase de

l'application concrète de la réduction du temps de travail. Mais elle s'effectue dans des conditions fixées par le patronat, sous la forme d'une plus grande flexibilité du travail permettant une utilisation accrue des machines, et en entamant le pouvoir d'achat des salariés. En plus il y a des variations selon la taille des entreprises et des branches industrielles.

Tenir bon sur les « non aux licenciements » et pour les 35 heures aux conditions revendiquées par les ouvriers, c'est avancer en termes de mots d'ordre les solutions ouvrières aux restructurations actuelles. Mais la préparation de la nécessaire contre-offensive ne saurait se limiter à la seule répétition de ces deux mots d'ordre. Il convient de proposer des objectifs qui tiennent compte des modifications en cours dans le procès de production, des nouvelles divisions de la classe ouvrière induite par les nouvelles techniques, et des modalités d'une offensive patronale chaque jour renouvelée.

Les techniques de production d'automobiles en grande série ont toutes prises pour référence les méthodes initiées industriellement par Ford en 1908 et par Sloan, pour la General Motors, en 1920. Dans son application européenne, ce système était fondé sur le recours à une majorité d'ouvriers sans qualification pour assurer le montage et l'assemblage des composants de base du véhicule. Cela imposait un encadrement spécifique chargé de contrôler le suivi de la fabrication et de sa qualité. Parallèlement, une catégorie particulière d'ouvriers qualifiés était chargée de la fabrication des pièces mécaniques et de l'entretien des équipements.

L'arrivée des nouveaux équipements électroniques de fabrication, ce qu'on appelle les « robots », a tendance à accroître les différenciations entre des catégories plus qualifiées chargées de la surveillance de ces nouvelles installations et une majorité des ouvriers non qualifiés maintenue pour des opérations de montage relativement peu automatisées. Telle était la tendance observée ces dix dernières années (8). En règle générale, l'arrivée de techniques robotisées augmente la part de la surveillance des machines dans l'ensemble des tâches. Il y a tendance à la modification des conditions du travail humain, mais il n'y a pas, contrairement à ce qui est répandu par tant de mythes, tendance à la disparition du travail humain. Un processus de fabrication automatisé continue d'être vulnérable face à une résistance ouvrière qui ne peut que s'organiser dans les conditions nouvelles d'un atelier semi-automatisé. La popularisation de luttes menées dans ces nouvelles conditions est décisive pour servir d'exemple et mettre à bas tout le discours irrationnel qui se propage pour accréditer l'idée que les machines automatiques remplacent purement et simplement le travail humain.

Les techniques jusqu'ici les plus répandues dans l'industrie automobile avaient abouti à des systèmes de classification des ouvriers qui, reposant sur des différences objectives dans la participa-

tion à la fabrication des automobiles, avaient aussi une fonction de division de la classe ouvrière. L'arrivée des nouvelles techniques rendent ces classifications de plus en plus obsolètes. Avant que le patronat n'ait réussi à institutionnaliser de nouvelles divisions, il y a un espace à occuper pour mener bataille en faveur de l'unité de tous les travailleurs qui participent aux tâches de fabrication d'une automobile. Cette question de l'unité est d'autant plus urgente que les tactiques patronales les plus modernes se fixent pour objectif de fragmenter à l'extrême la force de travail en généralisant des systèmes d'individualisation des salaires. Sous couvert de modernité et de reconnaissance des capacités individuelles de chacun, c'est le retour au salaire aux pièces.

La construction d'une nouvelle usine avec de nouveaux équipements est toujours l'occasion pour le patronat de tenter de renouveler la classe ouvrière en espérant que les nouveaux embauchés n'auront pas les habitudes d'organisation des plus anciens. L'arrivée des nouvelles technologies donne une ampleur particulière à cet enjeu. Pour travailler sur les machines automatiques, de nouvelles filières de formation sont utilisées et ce sont autant d'ouvriers habitués aux anciennes machines qui sont laissés pour compte.

C'est pourquoi la bataille pour la formation professionnelle devient un objectif de plus en plus important pour le mouvement ouvrier. Il s'agit de revendiquer que la formation professionnelle s'effectue dans le cadre même de l'entreprise et non dans les circuits parallèles débouchant sur le chômage. Des méthodes de lutte fondées sur l'expérience acquise en matière de contrôle ouvrier doivent s'appliquer pour la formation permettant un recyclage aux nouvelles techniques. De la même façon que toute l'histoire du mouvement ouvrier apprend à lutter contre le despotisme du patron à l'atelier, il convient de ne pas laisser le patronat maître absolu de la formation professionnelle qu'il dispense, alors qu'il s'agit d'une pièce de plus en plus importante dans son dispositif d'encadrement et d'intégration de la classe ouvrière.

## AGIR AU COEUR DE LA PRODUCTION

Toutes ces remarques sur la nécessaire prise en compte par le mouvement ouvrier des conséquences des nouvelles tactiques patronales, ont un seul fil directeur. Alors que la montée des luttes à la fin des années 1960 s'était traduite par un renforcement des organisations ouvrières au cœur de la production, à l'atelier, comme c'était le cas avec les conseils d'ateliers italiens, la reconnaissance de la section syndicale d'entreprise en France, etc., la tendance inverse s'observe actuellement. Ce que cherche en priorité le patronat, c'est la dislocation des formes d'organisation de la classe ouvrière s'enracinant dans la base matérielle des rapports de production. La préparation de la contre-offensive passe donc par une bataille pour une nouvelle présence du

mouvement ouvrier dans les ateliers et les services des usines automobiles en se dotant d'objectifs et de méthodes de lutte adéquats.

L'emploi est aujourd'hui menacé dans l'industrie automobile. Cette branche industrielle va voir son poids économique diminuer si les plans patronaux sont appliqués. Mais elle n'est pas du tout menacée d'être rayée de la carte. A cet égard, les perspectives de développement de l'industrie automobile européenne sont beaucoup plus favorables que celles de la sidérurgie et des chantiers navals. L'automobile continuera d'être une des branches d'industrie les plus demandeuses d'emploi. De toute façon, le mouvement ouvrier n'a rien à faire de la défense d'une branche industrielle parmi d'autres. Ce qu'il défend, ce sont l'emploi et les capacités d'organisation et de luttes d'une partie de la classe ouvrière qui a su jouer dans de nombreux bastions européens un rôle d'avant-garde.

Les luttes ouvrières peuvent enrayer les offensives patronales et aboutir à des succès revendicatifs. Elles ne parviendront pas à sortir de la crise tant que ce seront les capitalistes qui seront aux postes de commande. Les manifestations actuelles de la crise de l'industrie automobile constituent un exemple saisissant du gaspillage social entraîné par la propriété privée des moyens de production. Une concurrence entre moins d'une dizaine de grands groupes multinationaux aboutit à une surproduction, c'est-à-dire à des capacités de production non utilisées. Des milliards sont investis dans la fabrication de robots et le maintien de tâches répétitives et épuisantes dans des conditions d'atelier peu modifiées depuis des décennies. Des milliards supplémentaires sont dépensés pour chaque nouveau modèle qui se différencie si peu du concurrent, alors que le nombre de tués pour cause d'accidents de voiture est supérieur à 120 000 par an au niveau mondial.

Il n'y a pas de solution possible à cette anarchie de la production capitaliste par des réformes. Produire pour que ce soient les besoins sociaux de la majorité des ouvriers et des salariés qui soient satisfaits supposent qu'une autre classe sociale dirige, celle des ouvriers. Voilà ce que peut illustrer la situation actuelle de l'industrie automobile. L'acharnement mis à en démanteler les bastions est à la mesure de la capacité de luttes qui demeure dans ces concentrations industrielles de plusieurs dizaines de milliers d'ouvriers. ■

Jean-Claude BERNARD,  
le 18 décembre 1985.

8. « L'industrie automobile », ouvrage collectif, Editions La Découverte, 1982.



## Un continent étranglé par la dette

**L**E niveau d'endettement des pays d'Amérique latine atteint aujourd'hui le chiffre astronomique de 400 milliards de dollars. Autant dire que l'ampleur de cette dette rend tout à fait hypothétique la perspective d'un remboursement des banques créditrices. D'ailleurs, celles-ci se contentent souvent de négocier le paiement des intérêts de la dette, plutôt que la rétrocession de la totalité des prêts initiaux.

Ce processus est lié à un modèle de développement économique et d'accumulation qui se trouve maintenant en crise. Cette option « développementiste » faisait appel aux liquidités financières internationales pour opérer une industrialisation dite de substitution aux importations, destinée à produire des biens de consommation durables pour un marché local souvent limité aux couches sociales les plus aisées. Ce type d'industrialisation a conduit à une internationalisation accrue des économies latino-américaines sous la forme d'une dépendance vis-à-vis des apports technologiques et financiers des métropoles impérialistes et notamment des Etats-Unis. Cette forme de développement industriel allait de pair avec des importations massives de biens d'équipement dont le caractère sophistiqué limitait la possibilité de production locale. La maîtrise technologique et les disponibilités financières sont en effet le noyau dur de la domination impérialiste du marché mondial capitaliste.

Dans ces conditions et compte tenu du phénomène de l'échange inégal qui régit les rapports économiques entre les pays dominés et les métropoles impérialistes, le déficit financier produit par ces achats massifs de biens d'équipement était comblé par le recours à un essor des exportations de produits manufacturés ou de produits agricoles, et par des emprunts croissants. Le cercle vicieux de l'endettement était à l'œuvre.

L'évolution du système monétaire international (hausse du dollar, hausse des taux d'intérêt, mouvements des capitaux) se surajoute pour accentuer le phénomène de l'endettement. Le tout pour en arriver à une situation de véritable cessation de paiement pour les pays latino-américains et de crise pour leurs économies.

Le service de la dette représente en fait un nouveau mo-

Claude DEVILLIERS

L'Amérique latine est entrée dans la crise la plus grave de son histoire. Même la crise économique des années 1930 n'avait pas produit des effets aussi dramatiques. Celle d'aujourd'hui est encore plus profonde et plus explosive. Elle se traduit par une érosion des structures productives et sociales. Et elle pose pour la bourgeoisie un problème crucial de perspectives.

Depuis 1981-1982, la crise économique et sociale se développe sur le continent en se combinant aux effets du processus révolutionnaire en Amérique centrale. Il s'agit d'une crise profonde et prolongée, alors que la révolution a remporté une première victoire au Nicaragua. Elle s'inscrit dans un processus de révolution et de contre-révolution, avec de multiples conséquences à tous les niveaux.

L'impact de cette situation sur les bourgeoisies nationales d'Amérique latine

se manifeste par exemple à travers les péripéties du groupe de la Contadora, qui entend trouver une solution négociée au conflit centro-américain (2). Ce n'est pas par hasard si le régime mexicain parle de recherche de la paix sociale et non pas seulement de pacte social. Simultanément, les effets combinés de la crise et de la révolution centro-américaine agissent sur la recomposition du mouvement ouvrier et populaire, tant au niveau du mouvement syndical qu'au niveau de l'avant-garde révolutionnaire. L'apparition de certains courants politiques comme la Gauche démocratique en Uruguay et le Parti unifié mariatiguiste au Pérou, reflètent entre autres cette évolution (3).

### LE CADRE DE LA CRISE

De 1979 à 1981, la question fondamentale posée en Amérique centrale était celle du pouvoir, de la stratégie pour la

conquête du pouvoir. Depuis lors, avec le développement de la contre-offensive impérialiste, qui a été marquée par l'invasion de Grenade, l'intervention croissante au Salvador, le recul des forces révolutionnaires en 1982 au Guatemala, l'agression multiforme contre le Nicaragua, et la militarisation de l'ensemble de la région, deux problèmes nouveaux apparaissent. D'une part, l'affrontement de plus en plus direct avec l'impérialisme pose le problème de

yen d'extorsion de capitaux vers les banques de la finance internationale, les pays sous-développés devenant de plus en plus fournisseurs de capitaux pour les pays impérialistes. « Ce nouveau "pompage financier" résulte à la fois d'une augmentation de la dette par le jeu de son autonomisation croissante, d'un retrait relatif des banques de ces régions à risques, et d'une réorientation de leurs activités » (1).

Les effets économiques et sociaux de cet endettement sont considérables et posent même problème aux bourgeoisies locales. On assiste en effet à un démantèlement de l'appareil productif dans certains pays et certaines branches d'activité, et à un accaparement de certains autres secteurs par le capital impérialiste, parfois même sous la forme de dénationalisations. A cela viennent se superposer les politiques d'austérité dictées par les institutions financières internationales, une hausse du taux d'exploitation étant recherchée pour venir compenser le détournement de plus-value issu de l'endettement.

La situation des masses populaires ne cesse donc de s'aggraver en Amérique latine. On assiste par exemple, en plus du chômage et des réductions salariales, à des phénomènes de paupérisation. Ainsi, au Mexique, les importations de produits alimentaires ont baissé de 61 % entre 1981 et 1982. Or, cette baisse n'a pas été compensée par une augmentation de la production agricole, puisque celle-ci baissait à la même époque de 10 %. Cela s'est donc traduit par une malnutrition accrue pour les couches les plus défavorisées et par un coût plus élevé pour les autres. Cette question de la dette est donc au centre de l'actualité économique, sociale et politique des pays d'Amérique latine. Ce thème a d'ailleurs fait l'objet d'une initiative politique de la direction cubaine appelant les pays d'Amérique latine à un non paiement de la dette.

Nous publions ci-dessous un article abordant tous ces problèmes. Ce texte a été rédigé à partir d'une contribution orale effectuée lors de la réunion des directions des sections de la IVe Internationale d'Amérique latine, qui s'est déroulée en septembre dernier. ■

conquête du pouvoir. Depuis lors, avec le développement de la contre-offensive impérialiste, qui a été marquée par l'invasion de Grenade, l'intervention croissante au Salvador, le recul des forces révolutionnaires en 1982 au Guatemala, l'agression multiforme contre le Nicaragua, et la militarisation de l'ensemble de la région, deux problèmes nouveaux apparaissent. D'une part, l'affrontement de plus en plus direct avec l'impérialisme pose le problème de

1. Cf. *Endettement et accentuation de la misère*, Pierre Salama, Institut du développement économique et social, Paris.

2. Le groupe de la Contadora comprend le Mexique, le Panama, le Venezuela et la Colombie. Pour une analyse des contradictions et des ambiguïtés dans lesquelles ce groupe de négociation se démène, se reporter à *Inprecor* numéro 199 du 24 juin 1985.

3. Cf. le projet de la Gauche démocratique et indépendante (IDI) publié dans *Inprecor* numéro 184 du 19 novembre 1984.

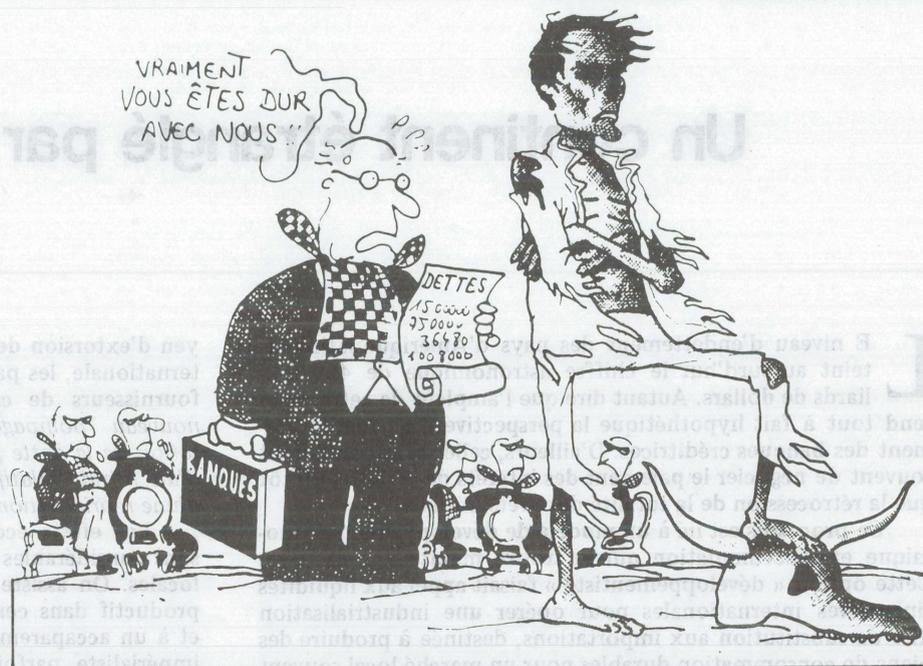
l'indépendance et de la souveraineté nationale de ces pays : ce qui est en jeu aujourd'hui, ce n'est plus seulement le droit formel, mais la possibilité réelle d'un changement social. D'autre part, la situation socio-économique du Nicaragua soumis à l'agression soulève la nécessité d'une réponse de dimension continentale à la politique impérialiste. L'intégration économique des pays latino-américains, et pas seulement ceux de l'Amérique centrale, est beaucoup plus importante que dans les années 1930, tant du point de vue de leur insertion dans le système de domination impérialiste, que du point de vue de leurs rapports entre eux.

Dans ce contexte, l'existence de l'Etat cubain constitue un pôle socio-économique alternatif. Face à la crise sociale croissante, Cuba matérialise la possibilité d'une société fonctionnant selon une autre logique, et donc la perspective un tant soit peu tangible d'une issue à la crise économique capitaliste. C'est un facteur politique important et actif dans la situation. Ainsi, les initiatives de la direction cubaine sur la question de la dénonciation de la dette en Amérique latine introduisent un début de polarisation dans cette région entre, d'un côté, l'impérialisme et les bourgeoisies associées, et de l'autre, les forces anti-impérialistes. L'avenir de cette polarisation dépend évidemment. Il s'agit en fait de prendre en main le drapeau de la lutte contre l'endettement dans le camp populaire, parce qu'il s'agit là d'une bataille difficile à mener pour la bourgeoisie. Pour organiser sérieusement la lutte sur ce thème, elle devrait en effet répondre à bien des questions gênantes pour elle, parmi lesquelles il y a celles-ci : pourquoi un tel endettement ? Comment l'argent a-t-il été utilisé ? Pourquoi accepter aujourd'hui de payer cette dette et comment le faire ? Ces interrogations interpellent directement la gestion des bourgeoisies latino-américaines et leurs rapports avec l'impérialisme.

L'initiative cubaine vise aussi explicitement à modifier les rapports de forces régionaux et à empêcher que l'impérialisme puisse concentrer toutes ses forces politiques et militaires sur l'Amérique centrale. La désynchronisation entre les processus révolutionnaires en Amérique centrale crée inévitablement des tensions internes et des forces centrifuges en Amérique latine. Il s'agit, en posant une question centrale de dimension continentale, de créer un espace stratégique plus vaste, catalysant la mobilisation anti-impérialiste régionale.

Cette crise se développe dans le contexte d'une structure sociale qui présente des caractéristiques particulières, notamment par rapport aux années 1930 :

— La classe ouvrière s'est qualitativement renforcée, malgré un niveau d'organisation politique et syndicale qui reste encore très inégal. Ce renforcement est réel, même si la classe ouvrière a connu parallèlement, dans certains pays comme le Chili, et peut-être demain la Bolivie, un affaiblissement structurel. Il existe en général une forte résistance populaire aux



politiques d'austérité, ne serait-ce que pour des raisons élémentaires de survie, comme en témoignent les mobilisations qui ont eu lieu les mois passés en Uruguay et au Brésil par exemple.

— La concentration urbaine et la paupérisation massive des secteurs urbains périphériques constituent aussi un phénomène nouveau. La crise affecte des sociétés déjà partiellement disloquées, alors qu'on assiste à un début d'organisation d'autodéfense et de résistance de ces populations, comme en atteste l'organisation des zones d'habitation populaires, « colonos » au Mexique, « pueblos jóvenes » au Pérou, « favelas » au Brésil.

— La crise agraire est très forte, et le problème de la terre devient souvent une question de survie dans cette situation de crise économique. La revendication agraire est différenciée. Elle embrasse des secteurs de paysans sans terre, de journaliers, de salariés agricoles, de petits producteurs et de coopératives (4). Elle soulève des problèmes de prix et de crédits qui ont une dimension politique générale dans la mesure où ils renvoient à des décisions gouvernementales. Cela modifie de ce fait la portée de l'alliance ouvrière et paysanne au niveau politique.

— La paupérisation de la classe moyenne et de la petite bourgeoisie ne s'exprime pas mécaniquement par leur évolution politique à gauche. Elle provoque plutôt des différenciations au sein de ces couches qui produisent en quelque sorte une double polarisation.

La combinaison de tous ces éléments rend difficile d'envisager le retour à l'hégémonie politique d'un populisme nationaliste du type de celui qui s'est développé en Amérique latine à travers l'Alliance populaire révolutionnaire (APRA) au Pérou ou le péronisme en Argentine. Cela rend aussi difficile la stabilisation de pactes sociaux durables. Siles Suazo a déjà échoué spectaculairement en Bolivie. Nous ne tarderons pas à voir quelle est la

marge de manœuvre réelle de la tentative d'Alan Garcia au Pérou.

Derrière cette crise se profile donc l'épuisement de tout un modèle historique de développement économique. Ce n'est pas seulement un facteur externe — la dette — qui serait à l'origine de la crise. Elle est plutôt l'expression finale de l'impasse à laquelle aboutit un modèle de développement subordonné à l'impérialisme. Ce modèle impliquait un début d'industrialisation en substitution des importations au prix d'une demande systématique de capital étranger. Et c'est justement ce qui a construit l'engrenage de l'endettement. Ce modèle correspondait en fait aux besoins d'exportation de biens d'équipement des grands centres producteurs occidentaux. Une bonne partie des revenus de l'exportation des matières premières était destinée à de tels achats. Mais le capital requis pour assurer l'importation d'infrastructures et les transferts technologiques dépassait largement le produit de la vente des matières premières dans les conditions d'échange inégal dictées par la mainmise de l'impérialisme sur l'économie mondiale. L'afflux de capital étranger était donc la seule solution pour poursuivre ce processus d'industrialisation. D'où le mécanisme qui en est induit : exporter toujours plus pour réinvestir les rentrées financières dans l'achat de biens d'équipement et de technologie.

Ce modèle est par essence hypersensible aux fluctuations du marché mondial, comme celle intervenue en 1981-1982, et du marché financier. Il privilégie le développement des secteurs de production les plus dynamiques, comme par exemple l'automobile au Mexique ou au Brésil, dont les produits sont destinés pour l'essentiel à un groupe social aux revenus élevés, à l'exclusion d'une partie

4. Voir par exemple le dossier sur la question agraire au Brésil, publié dans *Inprecor* numéro 207 du 18 novembre 1985.

importante de la population. Ce modèle économique porte donc en lui-même les limites qui l'empêchent d'irriguer toute la société et de produire des effets cumulatifs de développement. Ce secteur dépend d'investissements d'Etat très importants, de sorte que les conséquences sociales sont énormes dès qu'interviennent les restrictions budgétaires liées aux politiques d'austérité qui se développent actuellement. Or, si de telles dépenses ne sont pas réduites, le déficit budgétaire augmente, les taux d'intérêt connaissent une hausse pour capter l'épargne, et l'investissement se tarit. C'est la spirale de la spéculation.

L'épuisement de ce modèle économique est aujourd'hui matériellement visible. De 1979 à 1982, pas moins de 100 milliards de dollars ont fui l'Amérique latine pour les Etats-Unis. De 1982 à 1985, la fuite des capitaux s'est encore accélérée. Elle doit représenter aujourd'hui bien plus de la moitié de l'endettement du continent. Pour le seul mois de juin 1985, les banquiers de Miami ont annoncé un afflux de 3,5 milliards de dollars en provenance d'Amérique latine. L'essor vertigineux du trafic de drogue est un autre indice de l'épuisement historique du modèle « développementiste ». Il est désormais bien plus payant, pour les affairistes, de spéculer sur les taux d'intérêt élevés que d'investir dans la production, d'autant que certains pays connaissent des taux d'intérêt de 25 % et de 35 % au-dessus de l'inflation.

La responsabilité de l'impérialisme dans ce fiasco est indéniable. Mais il faut y ajouter la responsabilité des classes dominantes locales qui lui sont associées. D'où les questions brûlantes de l'heure : quel type de développement et en faveur de qui à l'avenir, pour remplacer le modèle failli ? Quelles sont les forces sociales capables de soutenir un modèle de développement de rechange ?

## LES CONTRADICTIONS DU SYSTEME DE DOMINATION

Cette crise, et les ajustements des politiques économiques dictées par le Fonds monétaire international (FMI) coïncident avec l'échec patent d'un système de domination qui a connu de « beaux » jours en Amérique latine, celui des dictatures militaires ouvertes. Pour le moment, l'impérialisme et les bourgeoisies latino-américaines répondent à cette situation par une politique d'ensemble qui consiste à impulser des ouvertures démocratiques limitées et contrôlées, couplées au retrait des militaires de l'administration directe de l'Etat. D'où l'importance que prennent pour le mouvement ouvrier et populaire les revendications démocratiques concernant la réapparition des disparus, le jugement des coupables des crimes de la période de dictature militaire (5). Parallèlement se développe un effort de revalorisation des corps répressifs, après une légère épuration. Le plus réussi jusqu'à présent est celui du Brésil. Mais les mesures d'Alan Garcia au Pérou, avec des purges limitées dans les secteurs les plus corrompus

de l'appareil militaire, conduites en collaboration étroite avec les services américains de lutte contre la drogue, vont dans le même sens, tout comme le jugement des militaires argentins. Un autre effort est entrepris dans le cadre de cette politique pour donner un poids croissant au secteur productif de l'économie, à la fois parce que l'exportation est la seule source permettant d'assurer le paiement de la dette, et parce que les dépenses improductives s'étaient inconsidérément accrues sous les régimes militaires, sans même parler des détournements de fonds colossaux, comme dans le cas de l'Argentine. Des manœuvres sont aussi effectuées pour tenter d'utiliser des secteurs de l'Eglise et les syndicats dans le cadre d'une politique d'acceptation d'un pacte social. Enfin, toutes ces mesures prennent place dans le contexte d'une délimitation systématique des marges de manœuvre démocratiques pour les masses populaires, combinée à la préparation systématique d'une répression sélective et para-militaire contre les secteurs les plus mobilisés et les plus radicaux. Certes, sous les coups redoublés de la crise et du poids de l'endettement, ce projet demeure bien sûr précaire et instable. Plusieurs questions explosives demeurent en suspens. Tout d'abord, qui a accumulé cette dette ? Souvent, ce sont les régimes militaires eux-mêmes qui en sont directement responsables. Le lien s'établit donc facilement entre la dette et la lutte pour les droits de l'homme et l'épuration des corps répressifs, comme l'illustre l'appel lancé en Argentine par Perez Esquivel (6).

Par ailleurs, le contexte des rapports entre l'Amérique latine et l'impérialisme est substantiellement modifié par rapport aux années 1930. A l'époque, plusieurs pays, à l'instar du Pérou en 1931, avaient alors déclaré un moratoire unilatéral de la dette. Cela ne posait pas un gros problème. La préoccupation majeure des Etats-Unis sur le continent était alors de supplanter la Grande-Bretagne et de devancer l'Allemagne. Le prix pour parvenir à ce résultat n'était pas trop élevé. Aujourd'hui, le moratoire de la dette implique un niveau d'affrontement différent avec l'impérialisme. Pour les Etats-Unis, jusqu'à l'année 1981, l'exportation de capitaux vers l'Amérique latine était une source de bénéfices. De plus, la dette de l'Amérique latine est concentrée auprès d'une série de grandes banques, comme la Hanover ou la City Bank. Dans certains cas, cette dette représente jusqu'à 180 % des avoirs de ces banques. L'Amérique latine constitue pour les capitaux US la principale région d'investissement en dehors des Etats-Unis et l'une des principales sources de matières premières. La réponse des Etats-Unis à cette situation préoccupante est donc de contrôler étroitement la production et de subordonner à ses propres intérêts les réalisations présentes et futures des économies latino-américaines en fonction des exigences de valorisation et de recomposition du capital impérialiste mondial et du capital local associé. La conclusion est claire : vu l'interrelation entre l'impérialisme et les

bourgeoisies latino-américaines, il n'existe pas, dans le cadre de la bataille contre l'endettement, de secteurs bourgeois consistants capables de prendre sérieusement la tête de la résistance à l'impérialisme, même pas au Brésil.

La crise de l'hégémonie américaine est une réalité qui se vérifie quotidiennement. Pourtant, la réalité de cette crise de domination ne doit cependant pas nous conduire à sous-estimer ou à méconnaître la contre-offensive d'ensemble de l'impérialisme, qui se développe. Celle-ci a pour cible principale l'Amérique centrale, sous prétexte de « contenir le communisme ». En effet, cette crise d'hégémonie des USA ne prend pas la même forme qu'en 1975. Elle va de pair aujourd'hui avec une capacité réelle de contre-offensive politico-militaire. C'est ainsi directement le Conseil national de sécurité des Etats-Unis qui dirige ouvertement les opérations contre-révolutionnaires en Amérique centrale. Il mène une politique visant à fragmenter les dangers, à dissocier les pays, à modeler des sous-régions correspondant à des plans diplomatiques, militaires et économiques chaque fois spécifiques. Ces plans — en Amérique centrale, dans la Caraïbe, dans la zone andine — sont chaque fois présentés comme la prise en compte et la reconnaissance de réalités géopolitiques distinctes, mais ils visent en fait à enracciner et à consolider les divisions et les diversités de situation pour faire obstacle à la dynamique révolutionnaire dans cette zone.

L'impérialisme américain est en effet disposé à traiter de façon spécifique avec le Mexique ou le Brésil, considérés comme puissances intermédiaires, sur la base de relations bilatérales conflictuelles mais systématiques, et dans une certaine mesure avec l'Argentine et le Venezuela, qui sont les deux autres grands débiteurs. Il cherche à dissocier la Caraïbe de l'Amérique centrale et à briser la dynamique de relation avec l'Amérique centrale qui est née du processus récent de décolonisation. C'est l'une des fonctions de l'initiative de Reagan pour le bassin de la Caraïbe. Parallèlement, il multiplie les pressions pour unifier l'Amérique centrale contre le Nicaragua et réintégrer le Guatemala dans cette unité. De même, il poursuit des projets spécifiques dans la région andine ou dans le cône Sud.

Dans ce cadre, sa politique fondamentale consiste à maintenir la discussion et la négociation sur la dette dans un cadre bilatéral et non global. L'alternative à cette politique traditionnelle du « diviser pour régner » consisterait en la définition d'une politique commune à l'échelle latino-américaine. C'est le problème que soulève Fidel Castro.

Enfin, cette crise en Amérique latine se combine avec une crise de longue haleine

5. Sur la question de la lutte pour les droits démocratiques en Argentine, voir *Inprecor* numéro 205 du 21 octobre 1985.

6. Cet « Appel à débattre des voies pour l'unité populaire pour la démocratie et la libération » a été publié dans *Inprecor* numéro 205 du 21 octobre 1985.

ne dans les pays impérialistes eux-mêmes. Cette fois, la récession a déjà commencé en Amérique latine, avant même qu'elle ne débute dans les centres impérialistes. La légère amélioration de 1984 est restée superficielle, due avant tout aux restrictions des importations. La nouvelle récession s'ajoutera aux effets déjà cumulés des récessions précédentes. Avec la chute du prix de la plupart des matières premières, le pouvoir d'achat résultant des exportations va s'amoinrir. La tendance à l'adoption de mesures protectionnistes va se renforcer. Les taux d'intérêt vont peut-être baisser, mais pas en rapport avec la baisse des exportations. La conclusion de cette dynamique, c'est que la perspective si souvent proclamée de sortir de la crise et du cycle de l'endettement par un essor des exportations, est totalement illusoire. Or, c'est pour l'heure la seule réponse des bourgeoisies locales comme des bureaucraties réformistes.

Pour le seul premier trimestre 1985, la valeur des exportations latino-américaines a chuté de 14,5 %. Le second trimestre sera à coup sûr pire. Dans ce cadre, le thème du nouvel ordre économique mondial, repris par Fidel Castro dans les conférences de La Havane en 1985 ne peut plus avoir le même sens que dans les années 1970, où il s'agissait de revendiquer de nouveaux rapports Nord-Sud, essentiellement au travers du problème de la stabilisation du prix des matières premières. Aujourd'hui, le principal cartel de fournisseurs de matière première, l'OPEP, s'effondre. Cet échec est la preuve d'une impasse. Il est désormais clair que la formule de nouvel ordre économique ne peut être entendue que dans un sens radical, c'est-à-dire impliquant un modèle de développement axé sur les besoins sociaux du continent et un système d'échanges différent entre pays latino-américains, ne se réduisant pas seulement à une modification fondamentale des

rapports Nord-Sud, mais Sud-Sud et Sud-Est... Mais une telle perspective impliquerait, pour son application au niveau du continent latino-américain, la mise en œuvre d'une politique économique cohérente et d'une monnaie commune, utilisant au mieux les complémentarités des différentes économies latino-américaines. Ainsi est posé le problème de l'établissement d'un pouvoir d'Etat qui gouverne dans l'intérêt des masses prolétariennes.

### LA DYNAMIQUE DE LA DETTE

Les chiffres de l'endettement des pays latino-américains sont connus et largement diffusés. Il est en revanche utile de revenir sur la dynamique de la dette et sur ses implications quant aux revendications ouvrières et populaires et aux axes de lutte.

Au cours des années 1960, le flux net de capitaux qui arrivent en Amérique latine est financé par des crédits à moyen et à long terme. La conséquence est simple : un recul de l'investissement direct impérialiste. Il y a à cela de multiples raisons, parmi lesquelles l'attraction conjoncturelle du marché européen et canadien — c'est la grande époque du « défi américain » — et la crainte des effets de la révolution cubaine sur le continent. Les crédits qui viennent en Amérique latine sont donc principalement des eurocrédits, ou des crédits provenant d'organismes internationaux ou gouvernementaux.

Pendant les années 1970, en revanche, les banquiers privés accélèrent leur pénétration en Amérique latine. Ce crédit devient un élément important de profit pour le capital bancaire impérialiste et ses alliés. Il y a à la fois abondance de crédits, grâce à la disponibilité de pétrodollars, et baisse des investissements dans les pays impérialistes eux-mêmes. D'où, en Amérique latine, le recul des crédits publics et le développement du crédit privé,

très concentré sur quatre pays, dont le Mexique et le Brésil.

Le flux abondant d'argent et l'augmentation du prix de vente des matières premières masquent alors l'épuisement pourtant déjà perceptible du modèle de développement en vigueur dans ces pays. La croissance en Amérique latine se maintient à des taux élevés après la crise économique de 1973-1974, ce qui contribue à entretenir l'illusion. Pourtant, au cours de cette période, il y a déjà eu des alertes à la dette, en Jamaïque, au Zaïre, au Pérou, en Turquie... Bien que limitée, cette crise est pourtant déjà suffisante pour modifier la stratégie impérialiste. A partir de 1978, le système bancaire transforme ses prêts et passe à l'attribution de crédits à court terme. Signe de la perte de confiance des banquiers face à l'évolution de la situation économique de ces pays, la part de ces crédits augmente rapidement dans le total des prêts. De sorte qu'en 1981-1982 se cumulent les cinq éléments d'une crise explosive :

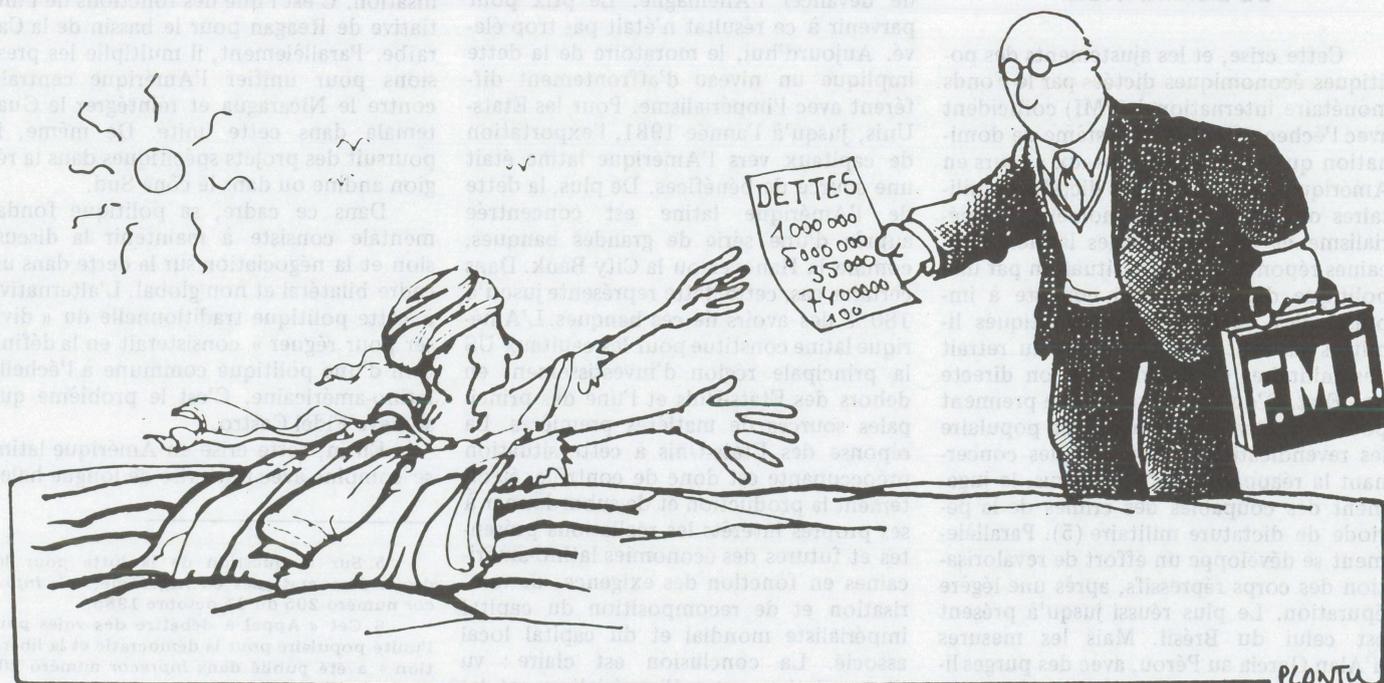
- Des taux d'intérêt élevés aux USA — 20 % en 1981 contre 11 % en 1979 —, dus à la course aux armements et au déficit budgétaire américain.

- Une baisse des prix des matières premières à partir de 1981, en partie liée à des mutations technologiques.

- La conjonction des délais d'amortissement des prêts à moyen terme avec ceux des prêts à court terme.

- Le développement de la crise dans les pays impérialistes qui entraîne une réduction de la demande et des possibilités d'exportation vers ces pays.

- Un repli du crédit des banques privées qui trouvent une meilleure rentabilité financière et avec de moindres risques à investir aux Etats-Unis même qu'en Amérique latine. Ce sont désormais les USA qui absorbent l'essentiel des crédits de l'euromarché.



C'est ce cumul de facteurs qui est à l'origine de la crise de 1982, non prévue par les intéressés, et spectaculairement révélée par la crise de paiement de la dette qu'a connue le Mexique pendant l'été 1982. A partir de cette date, les grandes banques créditrices ont cherché à établir un processus de refinancement permanent sans injection de nouveaux crédits massifs. Il s'agit d'alimenter le service de la dette et le maintien à flot des écono-

mies sans se lancer dans de grands projets de développement. Les banques créditrices passent en quelque sorte d'une économie d'intérêt à une économie de commission, qui revêt un aspect totalement parasitaire. Les conséquences sont claires. Dès 1982, les ressources économiques de l'Amérique latine servent à relancer les économies des Etats-Unis et d'Europe, au détriment de leur propre capacité de récupération de l'activité économique. On as-

siste désormais à une exportation nette de capital de l'Amérique latine vers les centres impérialistes, au travers du paiement des intérêts de la dette et de la fuite des capitaux. L'élévation du niveau d'endettement fait que le seul paiement des intérêts de la dette absorbe une part croissante des revenus de l'exportation, plus de la moitié dans bien des cas, et jusqu'à 140 % dans le cas de l'Argentine. D'où l'impossibilité matérielle de payer cette

## Les chiffres de l'endettement

**N**OUS publions ci-dessous un extrait d'une interview donnée par Fidel Castro au journal mexicain *Excelsior* du 21 mars 1985, et publiée dans le résumé en langue française de Granma du 7 avril 1985. Le dirigeant cubain cite une série de chiffres concernant l'endettement des pays d'Amérique latine, qui donnent une idée du problème ainsi posé. ■

Selon les derniers chiffres publiés par la Commission économique des Nations unies pour l'Amérique latine et la Caraïbe, le Brésil doit 108,8 milliards de dollars ; le Mexique, 95,9 milliards ; l'Argentine, 48 milliards ; le Venezuela, 34 milliards ; le Chili, selon des calculs très conservateurs à mon avis, 18,44 milliards ; le Pérou, 13,5 milliards ; la Colombie, 10,8 milliards ; un petit pays comme le Costa Rica, avec une population d'environ deux millions d'habitants, 4,05 milliards ; le Panama, avec une population similaire, 3,55 milliards ; l'Uruguay, 4,7 milliards. Et ces chiffres sont conservateurs, car, selon des rapports d'amis uruguayens et chiliens respectables, la dette réelle de l'Uruguay est de 5,5 milliards et celle du Chili de 23 milliards. Autrement dit, les chiffres officiels sont bien inférieurs au niveau réel de la dette. Dans bien des cas, les organismes internationaux, voire les gouvernements eux-mêmes, ont bien du mal à en connaître le volume réel, parce que les dettes privées non enregistrées viennent s'ajouter aux dettes publiques. (...)

Certains pays comme l'Argentine consacrent 52 % de leurs recettes d'exportation au paiement des intérêts de la dette ; la Bolivie, 57 % ; le Mexique, 36,5 % ; le Pérou, 35,5 % ; le Brésil, 36,5 % ; le Chili, 45,5 %. Or, on estime qu'un pourcentage de 20 % des recettes d'exportation consacré au paiement de la dette extérieure est déjà pratiquement intenable.

Que signifient ces chiffres ? Qu'aucun pays ne peut se développer dans ces conditions, comme le prouve le fait que le produit intérieur brut de l'ensemble des pays latino-américains a diminué de 1980 à 1984 : en Uruguay, par exemple, de 13,9 % ; en Argentine, de 6 % ; au Chili, de 5,4 % ; au Venezuela, de 6,1 %, malgré les énormes ressources économiques du pays.

Comme la population a augmenté dans le même temps, le produit intérieur brut par habitant s'est réduit encore plus. En Bolivie, par exemple, de 24,6 % ; au Costa Rica, de 14,1 % ; au Chili, de 11,2 % ; au Mexique, de 6,3 % ; en Argentine, de 11,8 % ; au Venezuela, de 16,2 % ; en Uruguay, de 16,2 %. Dans le cas du Venezuela, le produit intérieur brut par habitant n'a pas diminué seulement entre 1981 et 1984, mais durant les sept dernières années d'affilée pour un total de 24 % durant cette période. On peut constater l'impact de la crise économique et de la dette extérieure, surtout ces dernières années, dans le fait que la production par pays et par habitant n'a pas seulement stagné mais encore diminué. Certains pays consentent des efforts vraiment impressionnants pour faire face à la situation. Nous pouvons citer trois des plus grands pays.

En 1982, le Brésil avait exporté pour 20 milliards 172 millions de dollars et pour 26 milliards 960 millions en 1984, tout en réduisant ses importations de 19 milliards 395 millions en 1982 à 14 milliards 360 millions en 1984.

Le Mexique, qui avait exporté pour 22 milliards 81 millions en 1982 a élevé ce chiffre à 23,5 milliards en 1984 et ramené ses importations de 14 milliards 434 millions en 1982 à 10 milliards en 1984.

L'Argentine a élevé ses exportations de 7 milliards 622 millions en 1982 à 8,7 milliards en 1984, et réduit ses importations de 4 milliards 859 millions en 1982 à 4 milliards 270 millions en 1984.

En faisant un grand effort en matière d'exportations et en réduisant énormément leurs importations à des limites presque insupportables pour l'économie, ces pays ont enregistré des balances commerciales favorables. Le solde commercial du Brésil a été de 12,6 milliards, celui du Mexique de 13,5, et celui de l'Argentine de 4,43. La totalité de ce solde, fruit d'efforts extraordinaires, obtenu en utilisant et en épuisant pratiquement les stocks de matières premières et en portant peut-être atteinte à la maintenance et à la réparation des installations productives, a servi exclusivement à payer les intérêts de la dette.

Les pays latino-américains ont payé en 1984, au titre des intérêts et des bénéfices, 37,3 milliards de dollars, presque trois milliards de plus qu'en 1983, et n'ont reçu que 10,6 milliards en prêts et investissements.

Le transfert net de ressources financières depuis l'Amérique latine vers l'extérieur, au titre des intérêts et bénéfices, s'est monté en 1984 à 26,7 milliards de dollars, et en deux années seulement, 1983 et 1984, à 56,7 milliards de dollars. Bref, l'ensemble des pays sous-développés latino-américains est en train de financer l'économie et le développement des pays industrialisés les plus riches du monde et ce, en leur apportant des sommes d'argent astronomiques. Voilà la réalité. Et cet argent s'en va définitivement, sans espoir de retour.

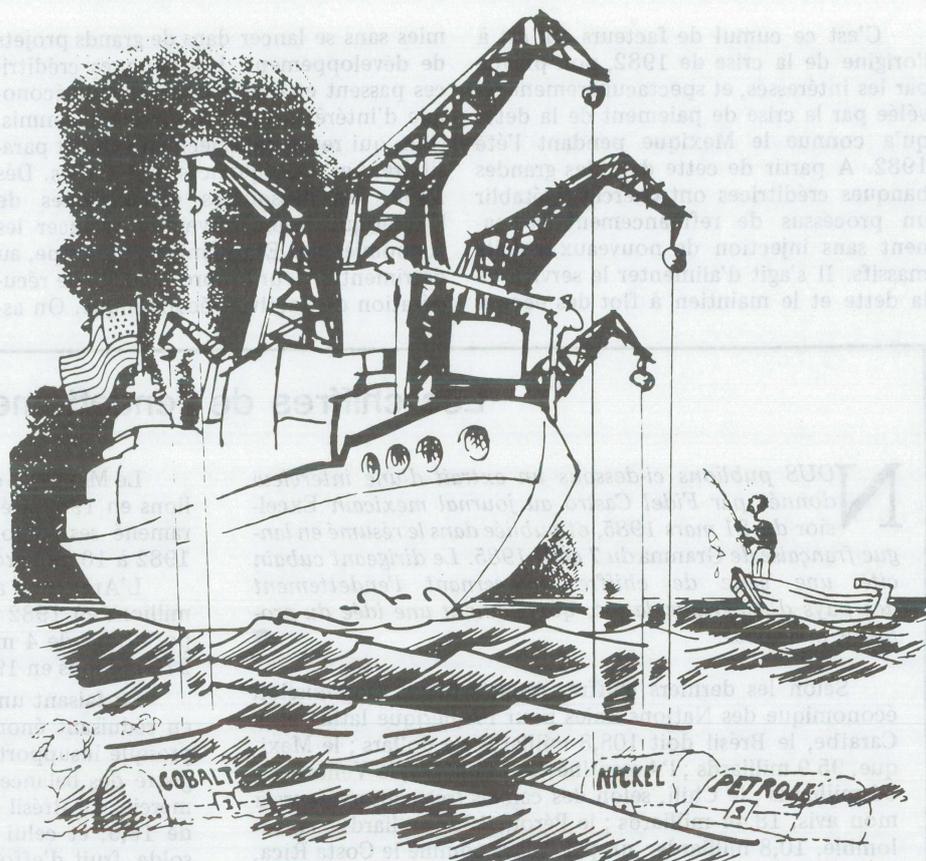
Le rythme de gonflement de la dette s'est ralenti et s'est situé bien au-dessous du record de 24 % atteint en 1981, et c'est logique, puisque personne n'ose plus prêter ; mais de toute façon, la dette a augmenté pour une raison ou pour une autre de 5,5 %. Dans les dix prochaines années, le paiement des intérêts de la dette, à supposer que celle-ci augmente à peine, tournerait autour de 40 milliards de dollars par an.

Voilà vingt-quatre ans, au moment de l'Alliance pour le progrès, Kennedy avait prévu un programme de coopération économique de 20 milliards de dollars à investir sur une période de dix à quinze ans, pour faire face aux problèmes sociaux et stimuler le développement de l'Amérique latine. Cette idée avait vu le jour sous l'impact du traumatisme obsessionnel qu'avait provoqué la révolution cubaine et prétendait empêcher l'apparition de conditions objectives propices à de nouvelles révolutions. Or, actuellement, les pays économiquement sous-développés du sous-continent, avec le double de population et le triple de problèmes sociaux, verseront chaque année 40 milliards de dollars aux pays industrialisés au titre des intérêts de la dette et devront payer 400 milliards de dollars en dix ans, soit vingt fois la somme que Kennedy se proposait d'investir en dix ou quinze ans de coopération économique pour résoudre les problèmes économiques et sociaux de l'Amérique latine. (...) ■

dette et de sortir par ce biais du cycle de l'endettement et de la dépendance.

Cela met en relief la situation de dépendance de l'ensemble de ces pays, dans lesquels environ 30 % du PIB est engagé en crédits, sauf en Colombie. Les problèmes d'indépendance et de souveraineté nationales se posent donc de nouveau avec acuité. Cette situation générale est en rapport direct avec les politiques dites d'« ajustement » et d'austérité pratiquées par les différents gouvernements. Suivant ce schéma, le flux de capital productif reste faible en volume. L'impérialisme en profite pour prendre le contrôle, dans ces pays, de branches entières, considérées comme stratégiques, comme l'informatique par exemple. Mais le volume de l'investissement et de l'emploi créé reste modeste par rapport aux dimensions de la crise. C'est d'ailleurs la seule chose qu'espèrent encore les bourgeoisies locales. Elles ne s'attendent pas à l'afflux de nouveaux crédits, mais à des investissements impérialistes sélectifs directs pour prendre le contrôle de secteurs économiques de pointe, au prix d'une aliénation croissante des économies nationales, soumises en même temps aux politiques de dénationalisation (Argentine, Pérou, Mexique, Bolivie) et d'ouverture des protections douanières. Le résultat de ces mesures et de la libération de l'importation, c'est que la relation entre l'impérialisme américain et les pays latino-américains évolue dans un sens plus commercial que productif, sous forme de conquête du marché latino-américain et de prise de contrôle de certains secteurs des services et de l'agro-industrie par les capitaux impérialistes américains. La dépendance a donc tendance à s'accroître encore.

Les bourgeoisies dépendantes locales ont néanmoins intérêt à exercer une pression modérée pour négocier avec l'impérialisme les conditions de cette mutation, mais cela n'a rien à voir avec un affrontement. Toutefois, le développement industriel des années 1960 et 1970 a été réel et il a produit, en Amérique latine, des forces sociales elles aussi bien réelles. Mais le problème des bourgeoisies latino-américaines réside dans l'impossibilité de la mise en place d'un front commun bourgeois continental allant au-delà de quelques exigences très générales, comme la baisse des taux d'intérêt ou la demande pour que le FMI attribue des crédits à des taux préférentiels (ce qui reviendrait en fait à une socialisation des pertes par le biais du FMI), ou encore la revendication de l'instauration d'un rapport entre le volume des exportations et celui du remboursement de la dette. Alan Garcia estime que le remboursement de la dette ne doit pas dépasser le 10 % des exportations, tandis que José Sarney place cette limite à 25 % pour le Brésil. Mais une sorte de « Contadora économique » ne pourrait aller bien au-delà de ces pétitions de principe, parce qu'il y a entre ces bourgeoisies latino-américaines elles-mêmes trop de différences d'intérêt en termes d'exportation et de marché. Le Brésil n'exporte que 20 % de ses produits vers les Etats-Unis, alors que le Mexique y en-



voie 70 % de ses exportations totales. Les structures de la dette, derrière des chiffres globaux comparables, sont donc différentes. Pour ces deux grands débiteurs, il s'agit avant tout de renégocier les conditions de la négociation. Mais cette renégociation revient toujours à accepter la perspective d'une nouvelle croissance de la dette. Si elle atteint aujourd'hui 400 milliards de dollars, elle atteindra, avec un taux d'intérêt de 7 %, 600 milliards de dollars en 1990, et ce s'il y a une « bonne négociation ».

### LA DETTE N'EST PAS PAYABLE ET ELLE EST ILLÉGITIME

La renégociation de la dette consiste donc à reculer l'échéance cruciale de la crise, en escomptant entre temps une reprise de l'économie impérialiste. D'autres hypothèses sont envisageables. Il est inutile de spéculer ici sur l'éventualité d'un krach bancaire, qui reste toujours possible. La seconde possibilité, bien réelle et dangereuse à moyen terme, est celle envisagée par Mac Namara et la Banque mondiale. Il s'agirait de transformer la dette en obligations, ce qui reviendrait à un transfert de propriété des actifs au profit des Etats impérialistes, avec des taux d'intérêt bas et à long terme. Il s'agit en substance d'un profond processus de dénationalisation des économies dominées. C'est déjà ce qu'avaient fait les Etats-Unis avec la République dominicaine avant la Seconde Guerre mondiale, et c'est ce qui avait servi par la suite de prétexte pour justifier l'intervention impérialiste en 1965, « pour récupérer des titres de propriété ». Cette solution donnerait du temps à l'impérialisme pour différer la crise, mais au prix évident de l'aliénation de la souveraineté nationale de la presque

totalité d'un continent. Dans le processus en cours, comme dans l'hypothèse de cette « solution » à moyen terme, la question de l'indépendance et de la souveraineté nationales des pays endettés se trouve donc posée.

La dette est donc bien impayable : du point de vue économique, car son paiement approfondit la spirale de la dépendance ; du point de vue politique, car elle porte atteinte à la souveraineté nationale ; et du point de vue moral, car cet endettement est illégitime et le paiement de la dette fait supporter aux travailleurs et aux paysans le prix des dictatures militaires, de leur armement, de la gabegie militaire, de la spéculation et de la fuite des capitaux. On peut ajouter qu'elle est impayable socialement, par l'effort qu'elle implique et la ponction de richesses qu'elle représente avec, en contrepartie, l'aggravation de la misère que cela signifie. Cette dette doit donc être purement et simplement annulée. Dans cette perspective, la formule qui, dans chaque pays peut exprimer le mieux la revendication de non paiement — suspension du paiement ou moratoire unilatéral — reste une question tactique. Cette décision de non paiement prendrait tout son sens politique dans la mesure où son application effective retirerait au FMI tout pouvoir de décision sur l'avenir du sort des peuples d'Amérique latine. L'important, ce n'est donc même pas le moratoire de fait, qui peut déjà exister par la force des choses dans certains pays comme la Bolivie, mais le sens politique d'une décision. Pour recouvrer ses dettes, l'impérialisme ne peut en effet utiliser ouvertement les mêmes recours institutionnels que ceux dont dispose un Etat national contre des débiteurs en banqueroute. Il n'existe pas de tribunal ni de police inter-

nationale. La seule pression dont il dispose, c'est donc le chantage économique et politique.

Il est important, pour illustrer la légitimité de la revendication de non paiement de la dette face à certaines idées répandues suivant lesquelles le paiement des dettes est un devoir d'honneur, de démontrer minutieusement l'illégitimité de cet endettement. Si des banques impérialistes ont prêté à des entreprises privées, le problème de la dette est celui de ces entreprises, pas du peuple en tant que tel. Or, l'un des buts essentiels des renégociations en cours, entreprises par certains gouvernements latino-américains, c'est que les Etats prennent la responsabilité de la dette privée, hypothéquant par là l'ensemble du pays pour le compte du secteur privé. L'Etat, en quelque sorte, assure ainsi le secteur privé. C'est pourquoi on voit apparaître de plus en plus souvent la notion étrange de « dette publique indirecte » pour qualifier cette garantie de l'Etat. Récuser la légitimité de la dette peut donc créer les conditions de mobilisations ponctuelles concrètes pour l'ouverture des livres de compte ou l'expropriation des entreprises endettées, par exemple.

Un autre aspect de la question de la légitimité de la dette, c'est le gouffre que représente la fuite de capitaux. Ce capital est déjà dans les coffres des banques impérialistes. Et, parfois, il revient à son point de départ sous la forme de nouveaux crédits. Cette évasion de capitaux constitue une spoliation, un détournement de plus-value et de richesses. Au lieu de négocier le remboursement de la dette, rien de plus logique que de recommander aux banques impérialistes de se payer directement par la saisie des capitaux exportés, qui représentent d'ores et déjà une partie considérable de la dette.

Enfin, une part importante des prêts à l'origine de la dette ont été absorbés par des opérations d'infrastructure coûteuses et inutiles, par la corruption, qui sont autant d'illustrations de la responsabilité et du parasitisme des classes dominantes locales.

Cette illégitimisation de la dette a d'ailleurs été la démarche des dirigeants sandinistes au Nicaragua, après le renversement de la dictature, lorsqu'ils ont commencé par ne pas reconnaître la dette liée à des investissements répressifs de l'ancien régime. Cette démarche pédagogique est importante, parce que la non reconnaissance de la dette n'entre pas spontanément dans la tradition de la morale populaire. Et les dirigeants bourgeois savent fort bien que le jour où l'illégitimité d'une dette internationale devient concevable, l'affaire peut faire boule de neige. Qu'en sera-t-il dans la conscience des masses populaires, de la légitimité des dettes paysannes envers les banques, ou de la spéculation urbaine sur le logement ?

Les principaux adversaires de l'initiative cubaine pour le non paiement de la dette recourent à l'argument du réalisme, sous deux angles : le refus de précipiter une crise économique généralisée et le risque des mesures de rétorsion que peut

## Rencontre syndicale contre la dette

Le 23 octobre 1985 avait été décrété journée continentale de lutte contre la dette extérieure et le Fonds monétaire international (FMI) par une conférence syndicale des travailleurs d'Amérique latine et de la Caraïbe sur la dette extérieure qui s'est tenue à La Havane au mois de juillet dernier (cf *Inprecor* numéro 204 du 7 octobre 1985 qui publie l'appel des sections de la IVe Internationale d'Amérique latine à soutenir cette initiative). Une réunion de représentants syndicaux s'est tenue à Montevideo en Uruguay le 29 novembre dernier pour tirer le bilan des actions organisées à l'issue de cet appel. Dans leur ensemble, et même si elles ont été somme toute modestes, les mobilisations intervenues à l'occasion du 23 octobre marquent le début d'une campagne continentale contre la dette et le FMI.

Les principales manifestations de protestations de la journée du 23 octobre 1985 ont eu lieu au Mexique et au Pérou.

Au Mexique, une manifestation a rassemblé soixante-dix mille personnes à l'appel de dizaines de syndicats qui s'opposent au contrôle du mouvement ouvrier par la bureaucratie syndicale liée au Parti révolutionnaire institutionnel (PRI) au pouvoir. Rappelons à ce propos que nos camarades du Parti révolutionnaire des travailleurs (PRT), section mexicaine de la IVe Internationale, ont inauguré leurs fauteuils de députés, arrachés aux dernières élections, en proposant une suspension de la dette mexicaine pour deux années de manière à utiliser les sommes dues à l'indemnisation des populations victimes du tremblement de terre. Cette proposition fut vivement rejetée par le pouvoir (cf *Inprecor* numéro 205 du 21 octobre 1985).

Au Pérou, ce sont vingt-cinq mille personnes qui participèrent à la manifestation convoquée principalement par la Confédération générale des travailleurs (CGTP) liée au Parti communiste péruvien (PCP). D'autres mobilisations de moindre envergure eurent lieu au Chili, en Bolivie et en Colombie. En Argentine, une manifestation s'est déroulée à l'appel de secteurs oppositionnels de la CGT péroniste. En Uruguay, la situation était un peu différente, compte tenu de la position du Plenum intersyndical des travailleurs (PIT-CNT), qui est partisan du non paiement de la dette. Sans doute pour éviter toute mobilisation sur ce thème, le gouvernement uruguayen préféra décréter le 23 octobre journée chômée.

Au Brésil, différentes initiatives eurent lieu dans les principales grandes villes et là où la Centrale unique des travailleurs (CUT) est implantée. C'est en effet à son initiative que se déroulèrent ces actions de protestations. La principale manifestation se déroula à Rio de Janeiro. Elle ne rassembla cependant que six mille personnes, alors que la campagne électorale captait toutes les attentions au Brésil. A Sao Paulo, s'est tenue une réunion publique rassemblant trois mille personnes. La CUT joua un rôle fondamental dans l'organisation de ces initiatives développant une politique d'unité en s'adressant au CONCLAT (Congrès de la classe travailleuse), courant syndical dirigé par la bureaucratie « jaune » et le Parti communiste brésilien (PCB). Malgré l'importance de cette question, le CONCLAT a souvent adopté une position ambiguë, qui l'amena comme à Belo Horizonte à refuser l'organisation d'une manifestation commune avec la CUT.

A l'occasion du troisième congrès du PIT-CNT en Uruguay, s'est tenue le 29 novembre une rencontre d'organisations syndicales latino-américaines, où fut adoptée une déclaration commune signée par la CGT (Argentine), la CST (Colombie), la CUT (Brésil), la CGTP (Pérou), la CTC (Cuba), le CNT (Chili), la COB (Bolivie), le CPTE (Paraguay, en exil), de même que des représentants du syndicat des travailleurs de l'Université autonome du Mexique (Mexique) et des organisations syndicales régionales. Cette réunion a permis de renforcer l'idée de la convocation d'une Rencontre latino-américaine des syndicats dans les prochains mois. Pour sa part, la direction de la CUT brésilienne a proposé l'organisation, le 1er mai prochain, d'une nouvelle journée continentale de manifestations contre la dette et le FMI. ■

prendre l'impérialisme (7). Sur le premier de ces arguments, Fidel Castro apporte une réponse. Il suffirait d'une réduction de 10 % à 12 % des budgets militaires impérialistes pour racheter la dette. Cet argument permet de relier la lutte contre la dette aux mouvements contre la guerre et l'armement dans les métropoles impérialistes. Quant à l'argument sur les mesures de rétorsion, il ne vaut que si chaque pays affronte seul le « colosse du Nord ». L'annulation de la dette se pose dans sa di-

mension continentale au moins, sinon internationale. Quelle rétorsion économique les Etats-Unis pourraient-ils envisager contre tout un continent ? Comment boycotter un continent ? Ce n'est pas une question économique mais bien une ques-

7. Le discours de Fidel Castro appelant les pays latino-américains à s'unir pour refuser de payer la dette a été publié en français dans le numéro spécial de *Critique communiste*, revue du comité central de la LCR, en été 1985.

tion politique, de rapports de forces. L'impérialisme est unifié à travers le FMI. Les 600 banques qui négocient avec le Mexique ne le font pas en ordre dispersé, mais à travers une délégation unique. Les débiteurs peuvent affronter leur créancier s'ils le font eux aussi à travers une démarche commune. Ici, on entre évidemment dans les scénarios, les hypothèses et, dans une certaine mesure, la fiction. Mais il est possible de soutenir la polémique jusque sur ce terrain. On peut envisager, comme cela a été brandi, que l'impérialisme réponde à une suspension de paiement par une coupure des crédits commerciaux à 90 jours, qui sont vitaux pour le fonctionnement courant d'une économie. Mais si la suspension du paiement s'inscrit dans un mouvement d'ensemble, il y a des réserves communes. Nous avons déjà l'exemple du Brésil, du Mexique et du Venezuela qui, bien que globalement débiteurs, ont été en mesure d'aider l'Argentine par des crédits à court terme. De plus, quelques grandes banques peuvent avoir les moyens de suivre une consigne de boycott. Mais il

y a une foule de petites banques qui seraient prêtes à occuper la place, parce que la concurrence existe aussi entre les banques, et parce qu'un pays qui déclare un moratoire et continue à exporter devient « un bon risque ». Enfin, il y a la concurrence entre les propres exportateurs impérialistes, qui étaient déjà divisés sur l'embargo contre le Nicaragua.

La question de la souveraineté et de l'indépendance nationales, intimement liée au problème de la dette, est un puissant moyen de partage des eaux entre les secteurs sociaux qui sont « vende patria » (bradeurs de la patrie) et les autres. Ainsi, le non paiement de la dette devient un point clef des discussions sur les plateformes électorales et peut être un thème central d'agitation. Dans les pays où le gouvernement avance le thème du dialogue social, il est possible de faire — dans le mouvement ouvrier et populaire — du non paiement de la dette une précondition à toute éventuelle concertation. La question de la souveraineté nationale soulève en effet bien d'autres questions

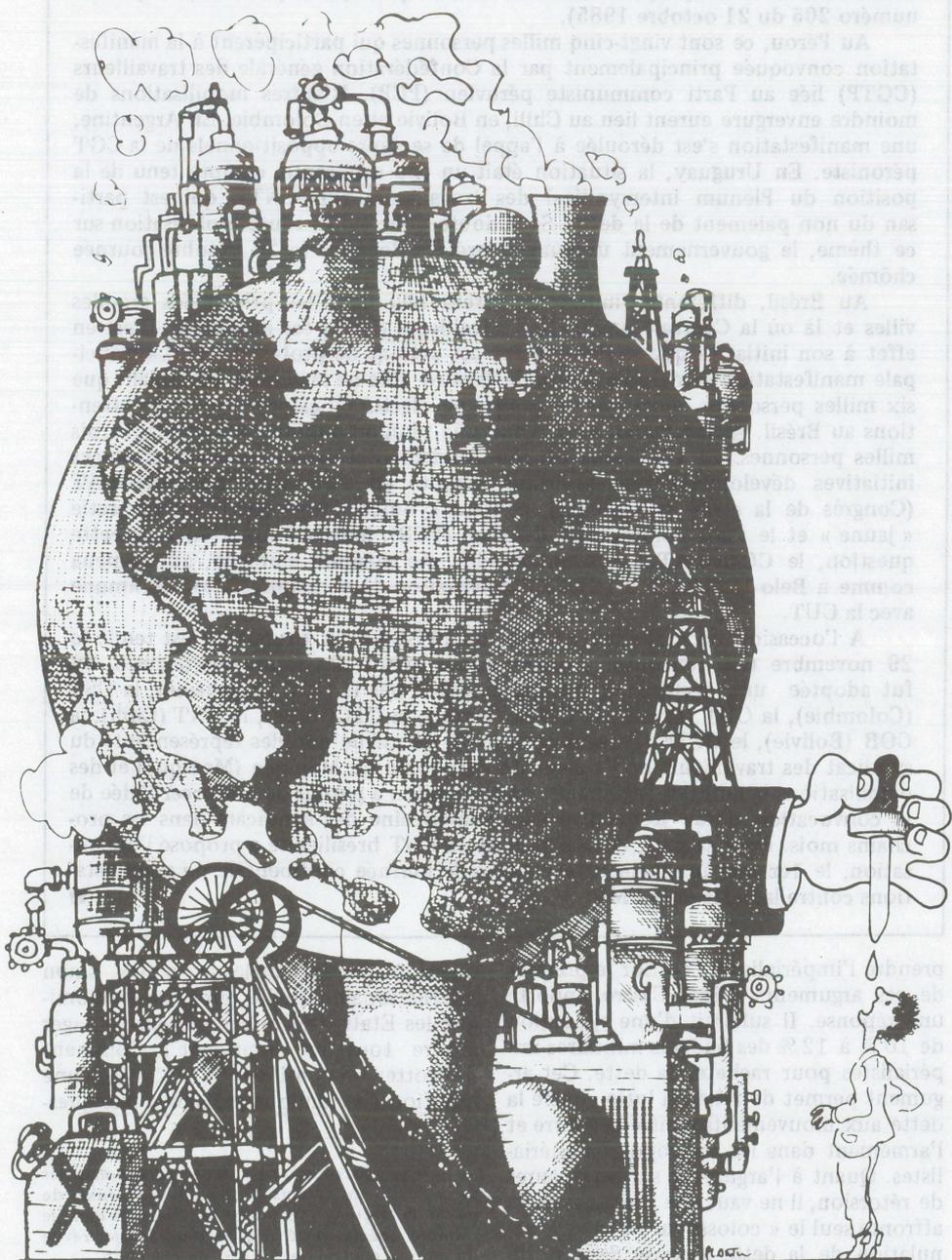
brûlantes, comme celle du contrôle des ressources nationales et du refus des politiques de dénationalisation de l'économie, celle de la libéralisation du commerce et de la suppression du contrôle des changes, celle de la nationalisation des multinationales. La défense de la souveraineté serait en effet un thème creux sans le contrôle sur les ressources nationales.

La dynamique de la dette a donc bien deux issues. « *La misère comme destin national* », pour reprendre une formule utilisée par Fidel Castro, ou l'annulation de la dette assortie d'un contenu social concret et positif, à savoir un plan de reconstruction social et économique des pays concernés, non subordonné au facteur financier, un plan contre la misère, le chômage et la faim, et pour l'indépendance. Un tel plan impliquerait d'utiliser les ressources en fonction des besoins, de lutter contre le sous-emploi, d'utiliser à plein les capacités oisives de l'économie, d'arracher la production à l'impératif prioritaire de l'exportation, d'assurer une distribution plus égalitaire du revenu pour élargir le marché intérieur et stimuler les productions en rapport avec les besoins des larges masses ; de mettre en œuvre une réforme agraire radicale qui élargisse le marché interne, assure la production alimentaire et endigue l'exode rural.

Il suffit d'évoquer un ensemble de mesures de cet ordre, cohérentes avec le non paiement de la dette, pour comprendre que seuls sont capables de conduire une telle lutte avec fermeté les travailleurs et les paysans en alliance avec les secteurs populaires des villes, y compris des secteurs petits et moyens bourgeois sous leur hégémonie, ce qui pose le problème de la lutte pour un gouvernement défendant ces intérêts. En revanche, la poursuite du paiement de la dette conduira inévitablement à des politiques d'austérité de plus en plus dures, donc à des explosions sociales et, au bout du compte, à une nouvelle réduction des libertés démocratiques précaires qui ont pu être conquises de haute lutte. D'ores et déjà, la militarisation de régions entières est un fait, les institutions militaires restant pour l'essentiel intactes malgré les processus d'ouverture démocratique, les forces paramilitaires et les milices des grands propriétaires terriens n'ayant jamais interrompu leurs exactions.

Quant à la question du nouvel ordre économique, il ne s'agit pas tant d'engager une bataille confuse pour ou contre un concept, mais d'énoncer un contenu pratique à ce que pourrait être un tel ordre aujourd'hui : un commerce compensatoire entre pays latino-américains en dehors du recours aux devises, la création d'une unité monétaire non échangeable avec le dollar, un système de troc centralisé au niveau continental. Il ne s'agirait pas, dans ces conditions, d'un repli autarcique, mais de la perspective d'une fédération socialiste latino-américaine capable de faire face à l'impérialisme dans des rapports de forces modifiés. ■

Claude DEVILLIERS,  
le 10 novembre 1985.



# Les étudiants chinois contre l'impérialisme japonais

L'AGITATION a gagné les universités chinoises depuis plusieurs mois. Elle connut un moment fort le 18 septembre dernier, date commémorative de l'invasion de la Mandchourie par le Japon en 1931. Ce fut en effet l'occasion pour les étudiants des universités de Pékin de se mobiliser contre l'impérialisme japonais et de dénoncer la politique gouvernementale à l'égard du Japon en matière de relations économiques.

Cette flambée de protestations ne fut pas du goût des dirigeants chinois. Un éditorial du *Quotidien du peuple* du 3 décembre dernier affirmait : « Toute critique de notre parti et de notre gouvernement, toute demande individuelle, doivent emprunter les voies normales et démocratiques. Toute autre forme de revendication de nature à porter atteinte à l'excellente situation prévalant aujourd'hui ne sera pas tolérée » (*Le Monde* du 6 décembre 1985). Cette mise en garde s'adresse directement aux étudiants, dont certaines des protestations

réclamaient un boycott des produits japonais.

Même si cette vague de mobilisation de la jeunesse peut satisfaire des fractions opposées à Deng Xiaoping au sein du Parti communiste chinois et à sa politique d'ouverture économique, ces mobilisations spontanées n'en ont pas moins été l'expression du mécontentement de la jeunesse étudiante. Elles posent immédiatement le problème de la liberté d'expression pour les masses populaires sur des questions d'intérêt national, comme sur les effets de la nouvelle politique économique développée en Chine. C'est d'ailleurs ce qui explique la réaction intransigeante des autorités, qui ont procédé à l'interpellation de dizaines de protestataires.

Nous publions ci-après un article paru dans *October review*, organe marxiste révolutionnaire publié à Hong Kong, qui fait le bilan des premières manifestations étudiantes des mois de septembre et novembre dernier. ■

## ZHANG KAI

Les récentes manifestations étudiantes qui se sont déroulées à Pékin, Xian, Wuhan, indiquent une nouvelle phase des luttes étudiantes en Chine.

Du milieu de l'année 1984 jusqu'au début de cette année, diverses protestations se sont exprimées dans de nombreuses universités. Toutes s'opposaient à l'administration sur les conditions de vie des étudiants.

Ces récentes luttes sont politiques : elles partent de protestations contre l'invasion économique du Japon (rappelant l'invasion militaire du passé) et débouchent sur une critique de la politique gouvernementale chinoise.

Cette première étape de la lutte, en brisant les interdits officiels a obtenu des succès à des degrés divers qui ont encouragé les velléités des étudiants et impulsé à l'heure actuelle une remontée des luttes.

L'étendue des mobilisations est encore assez limitée aujourd'hui, et la participation pas très massive. Il y a notamment le problème de l'information qui ne se transmet que par les agences étrangères et les voyageurs étrangers et qui est de ce fait incomplète. Mais ces luttes expriment quelque chose de fondamental : une opposition aux erreurs de la politique intérieure et extérieure du Parti communiste chinois, et la revendication d'un système démocratique.

Il s'agit là des premiers signes de renaissance du mouvement démocratique qui s'est développé en 1978 et a été réprimé à partir de 1981 (1).

Comme les autres mobilisations étudiantes du passé, ce mouvement a pris son essor chez les étudiants de Beida (université de Pékin). Le 18 septembre, date

anniversaire de l'occupation japonaise de trois provinces du Nord-est de la Chine en 1931, des étudiants se rassemblent sur le campus. Ensuite une partie d'entre eux se joint à des étudiants de Quinghua et Renmin daxue (autres universités de Pékin). Environ 1 000 personnes vont manifester place Tian Anmen en scandant les slogans « Non à une deuxième invasion économique du Japon ! », « A bas Nakasone » (le premier ministre japonais, ndr.). Les manifestants critiquent aussi la « trop grande faiblesse » du gouvernement chinois vis-à-vis de l'actuel gouvernement japonais. Une centaine de dazibaos ont été affichés sur le campus, critiquant d'un côté la remilitarisation et l'invasion économique japonaise, et de l'autre l'attitude soumise au capitalisme du gouvernement chinois qui laisse pénétrer les produits japonais dans le pays. Les étudiants y expriment aussi leur vif mécontentement face aux privilèges des cadres et à la politique économique en cours ainsi que la revendication de la mise en place d'institutions démocratiques.

A la fin du mois de septembre 1985, 5 000 à 10 000 étudiants de l'université Xibei et de l'université industrielle de Xian ont manifesté trois jours de suite au centre de cette ville avec des mots d'ordre de boycott des produits japonais.

## LES RAISONS DE LA MOBILISATION ÉTUDIANTE

A l'université Huazhong de Wuhan, entre le 26 septembre et le 1er octobre, des dazibaos sont apparus à plusieurs reprises, appelant les étudiants à s'opposer à l'invasion économique du Japon, et à organiser une protestation nationale.

L'attitude du Japon et du gouvernement chinois a engendré un vif méconten-

tement de l'ensemble de la population. Que ce soit en majorité des étudiants qui en soient à l'initiative n'a rien de surprenant.

Tout d'abord il faut rappeler que le Japon a envahi la Chine à plusieurs reprises. Le 18 septembre 1931, il a annexé trois provinces de l'Est. En 1937, il a généralisé cette invasion et a entraîné le peuple chinois dans une lutte sans pitié durant huit ans, faisant plus de vingt millions de victimes, causant des dégâts inestimables dans la production, les ressources nationales, etc. Notre peuple n'a jamais obtenu les compensations aux dommages causés. Aujourd'hui, après que le gouvernement japonais ait falsifié les manuels scolaires en épurant les traces des crimes de guerre, le premier ministre japonais Yasuhiro Nakasone a officiellement participé à la cérémonie de *Yasakuni Jingja* (2), montrant là son respect pour les exactions militaires, et encourageant les menées bellicistes. Le budget japonais de la défense dépasse les limites établies par la constitution. Après que le développement de l'économie du Japon en ait fait la deuxième grande puissance du monde capitaliste, ce pays a augmenté sa force de frappe, préparant les bases matérielles de la guerre, ce qui pour la Chine qui a déjà soupé de l'invasion japonaise, constitue une nouvelle menace. Et ce, même si la puissance de la Chine a connu aussi un rapide développement. Pourtant

1. Cf. l'article de Li Si « Le mouvement démocratique chinois de 1978 à 1981 », publié dans *Inprecor* numéro 206 du 4 novembre 1985.

2. Ce temple japonais est un lieu où vont traditionnellement se recueillir les grands dignitaires du régime, dont l'empereur, pour les cérémonies d'hommage aux morts. Son nom signifie littéralement : « Temple des ancêtres pour pacifier le pays ».

les cadres du PCC se déclarent satisfaits des paroles mielleuses de Nakasone, qui affirme qu'il n'y aura « plus de guerre sino-japonaise ».

Aujourd'hui, les bonnes dispositions de la Chine à l'égard du Japon ont atteint le stade de la servilité. Les dirigeants chinois mettent toute leur énergie à amadouer l'impérialisme japonais, mettant l'accent sur les relations amicales et pacifiques entre les deux pays. Au plan économique, on espérait à l'origine que le Japon aiderait à la reconstruction de la Chine, qu'il augmenterait ses crédits, vendrait des technologies avancées, ferait des investissements... Mais le résultat de plusieurs années de cette orientation des relations sino-japonaises, c'est que les crédits commerciaux japonais sont très insuffisants, bien moindre que ceux d'autres pays par exemple et les Japonais n'ont pas consenti à livrer à la Chine les technologies de pointe. Par contre du point de vue commercial, le Japon est toujours le principal « comparse » de la Chine. De plus, depuis vingt ans, la Chine a un déficit commercial dans ses échanges avec le Japon, mis à part l'année 1982 où les exportations chinoises vers ce pays ont été excédentaires. En 1984, le déficit commercial s'est élevé à 20 milliards de dollars, soit l'équivalent de la valeur de 37 % des exportations de la Chine vers le Japon. En 1985, il a déjà atteint les 28,4 milliards de dollars. Dans le même temps, le Japon veut toujours élever les barrières douanières pour les produits de la Chine et ne respecte pas les traités commerciaux qui ont été conclus.

Cette année le Japon a certes augmenté ses crédits à la Chine, mais il faudra en payer les intérêts et la majorité de ces crédits passe dans l'achat des produits japonais. L'augmentation de la masse des produits japonais sur le marché chinois

Sur la place Tien An Men à Pékin. (DR)



est un dur coup porté au développement des industries nationales.

C'est pourquoi, les protestations étudiantes contre l'impérialisme japonais signifient simultanément une opposition à la politique extérieure du PCC. Ces manifestations étaient spontanées. Cela réfute l'idée suivant laquelle ces protestations étaient encouragées au niveau officiel.

Des tentatives de dissuasion ont été menées à l'encontre des étudiants au début du mouvement, mais leur détermination a brisé les barrières officielles et de l'administration universitaire ; aux dazibaos rapidement enlevés ont succédé des dazibaos encore plus nombreux. Un de leurs slogans, « *Aimer sa patrie n'est pas un crime* » reflète bien les mesures de rétorsion et les menaces dont ils ont été l'objet.

Pour les autorités, tous ces agissements (manifestations, dazibaos etc...) vont à l'encontre de la loi et doivent être punis. Les étudiants n'ont pas peur et face à ce défi, ils persistent à affirmer la justesse de leurs protestations. Cela montre que les interdits bureaucratiques et la répression sauvage, comme celle qui eut lieu à l'encontre des militants du mouvement démocratique en 1981, ne pourra plus empêcher longtemps le déroulement et la percée des luttes des masses populaires.

#### LE PCC POURSUIT UNE POLITIQUE DE RAPPROCHEMENT AVEC LE JAPON

Après que le mouvement de protestation anti-japonais ait éclaté, le PCC a envoyé un membre du secrétariat central du Parti, Wang Taoguo, à Tokyo, pour s'expliquer avec le gouvernement japonais et lui apporter des assurances. Une dépêche de l'agence AFP de Tokyo du 7 octobre note : « *Le premier ministre japonais est d'accord pour que les deux pays mettent toute leur énergie pour promouvoir leurs relations fraternelles* ». Et Deng Xiaoping déclara à Shintaro Abe, le ministre des Affaires étrangères du Japon : « *Nous sommes en général satisfaits du développement de l'amitié entre nos deux pays, mais il y a aussi des motifs d'insatisfaction (...)* Il y a encore des insuffisances au point de vue économique et politique (...) *A partir de maintenant les rapports politiques, économiques et amicaux entre nos deux peuples doivent être développés. Les deux parties doivent éviter de blesser leurs susceptibilités respectives* ». Abe a insisté sur le fait que : « *les chinois doivent aussi comprendre les sentiments nationaux et la structure de la société japonaise* ».

Ce dialogue est éclairant. Quand Deng Xiaoping parle des « deux parties », ces propos dissimulent une forme d'excuse par rapport au gouvernement japonais. La réponse du ministre japonais des Affaires étrangères est un reproche aux autorités chinoises par rapport aux manifestations anti-japonaises qui blessent les « sentiments nationaux » japonais. Qui est servile, qui domine, ce dialogue répond par lui-même.

L'attitude des leaders du PCC par rapport au gouvernement japonais, a suscité cette critique juste des dazibaos des étudiants de l'université de Beida : « *Avaler les fruits amers de l'humiliation pour de petits bénéfices économiques* ». Les étudiants dénoncent également l'attitude de beaucoup de gens « qui ne voient que l'argent ». Ce qui est critiqué en premier lieu, c'est que ce sont les agresseurs économiques et non le peuple agressé qui tire le bénéfice de ces rapports. La Chine perd progressivement ce qu'elle possède et ainsi on ne peut même plus parler de « petits bénéfices ».

Ces concessions à l'impérialisme japonais ne peuvent qu'encourager ses visées agressives. La confiance aveugle dans les assurances bon marché de Nakasone, du genre « Amitié et paix » et « plus de guerre entre la Chine et le Japon », ne peuvent objectivement qu'endormir le peuple vis-à-vis d'une menace de guerre. Les invasions passées du Japon ont déjà eu un coût incalculable pour le peuple chinois. Aujourd'hui, 40 ans après la guerre de résistance, le PCC ne doit-il pas tirer les leçons du passé ?

Tout d'abord, le Japon est un pays impérialiste et des invasions de pays étrangers sont dictées par la structure propre de la société japonaise. Il ne peut pas en aller autrement, comme Lénine disait : « *l'ère des impérialismes engendre forcément des guerres impérialistes. Pour éviter ces guerres, il faut le triomphe de la révolution socialiste, le renversement des structures sociales de l'impérialisme est alors possible* ».

Ainsi le sens de la formule « la Chine doit comprendre la structure de la société japonaise » est le suivant : le Japon est impérialiste donc le Japon ne peut pas ne pas inonder la Chine de ses produits et doit limiter les importations en provenance de Chine. Et le déficit commercial de la Chine est inévitable. Du point de vue de l'impérialisme, que l'économie des Etats puissants écrasent celle d'Etats faibles est une loi naturelle à laquelle n'échappe pas le Japon. Les résistances et discussions sont inutiles. Et si les moyens économiques sont sans effets, alors le Japon pour sauver son économie en crise les relayera par les armes.

Quand les dirigeants chinois encensent l'amitié sino-japonaise, ils oublient la théorie marxiste-léniniste sur la guerre et l'impérialisme ainsi que les leçons de la guerre chinoise de résistance contre l'invasion japonaise. Le slogan du peuple chinois « *A bas Nakasone* », signifie abattre l'impérialisme japonais. C'est un appel à l'unité avec les ouvriers et paysans japonais pour abattre l'impérialisme japonais, renverser ses structures sociales présentes. Le PCC s'oppose à cette tâche laborieuse et cède aux pressions des puissances impérialistes nippo-américaines. Cette orientation aura des conséquences catastrophiques. ■

Comme les autres mobilisations étu-  
- de ce mouvement à l'université de Beida (univer-  
- (univer-  
- 18 septembre, date

ZHANG KAI,  
October review, Hong Kong,  
le 13 octobre 1985.

## Il y a cent ans, "Die Neue Zeit"

EN 1885, la direction de la social-démocratie allemande décida de fonder une revue théorique, intitulée *Die Neue Zeit*. Son rédacteur en chef était Karl Kautsky ; son éditorialiste devint rapidement Franz Mehring. D'abord revue mensuelle, elle fut transformée en hebdomadaire en 1891.

Pendant un quart de siècle, elle joua la fonction d'organe théorique et politique du marxisme international. Car, d'abord dans toute l'Europe, puis dans le reste du monde où le mouvement socialiste s'implanta, la *Neue Zeit* fut considérée

Ernest MANDEL

Ces services furent d'abord d'ordre théorique. Il aurait suffi de mentionner le fait que les lettres de Marx et d'Engels rassemblées sous le titre de *Critique du Programme de Gotha*, furent d'abord publiées dans la *Neue Zeit*, pour que la place de cette revue dans l'histoire du marxisme soit déjà assurée une fois pour toutes. Mais sa contribution au développement du marxisme est bien plus riche.

### L'APPORT DE LA NEUE ZEIT

C'est dans les pages de la *Neue Zeit* que furent publiées les premières contributions d'économistes à la théorie marxiste des crises (y compris, soit dit en passant, à la théorie des « ondes longues »), à la théorie de l'impérialisme, à la théorie de la monnaie (voir le fameux débat triangulaire entre Kautsky, Hilferding et Eugène Varga). C'est dans les pages et les « Cahiers annexes » (*Beihefte*) de la *Neue Zeit* que parurent les premières applications remarquables du matérialisme historique à l'ethnologie, à la critique et à l'histoire de la littérature et des arts, à l'histoire militaire, à l'histoire des révolutions bourgeoises, à celle de la naissance du capitalisme moderne. Il y a plus de mille fascicules de *Neue Zeit* de la belle époque. La richesse de leur contenu reste inégalée et encore en bonne partie inconnue des lecteurs qui ne connaissent pas l'allemand, car ces matériaux n'ont pour la plupart guère été traduits.

Cette revue eut également un rôle plus directement politique. C'est dans la *Neue Zeit* que se déroula une partie non négligeable du débat entre la droite réformiste de la IIe Internationale (dirigée par Bernstein) et la gauche unie de l'époque, dirigée par Kautsky, Bebel et Rosa Luxemburg. C'est dans la *Neue Zeit* que Rosa mena son grand combat contre le millerandisme (la participation ministérielle) en France, et contre la déviation réformiste du POB belge. C'est dans la *Neue Zeit* qu'eut lieu une controver-

se extrêmement profonde autour de la révolution russe de 1905, qui amenèrent Kautsky et Rosa Luxemburg à deux doigts de la stratégie de Trotsky de la révolution permanente.

C'est dans la *Neue Zeit* que se livrèrent les grands combats théorico-politiques contre le « marxisme légal » russe des Strouvé et Tougan-Baranovsky, combats inspirés par Plekhanov, Lénine et Martov. C'est dans la *Neue Zeit* que se constitua un premier noyau de gauche du POB belge, autour de Louis de Brouckères et d'Henri de Man. C'est dans la *Neue Zeit* que le pro-colonialisme honteux de l'extrême droite réformiste autour du Hollandais Van Kol et de l'Allemand Schippel fut battu en brèche. C'est dans la *Neue Zeit* que le problème posé par les petites nationalités opprimées de l'Empire austro-hongrois et le problème du nationalisme polonais sont soumis à une analyse critique.

C'est encore dans la *Neue Zeit* qu'on trouve les premières analyses marxistes de la révolution en Orient, notamment de la révolution iranienne de 1909, de la révolution chinoise de 1911, du crépuscule de l'Empire ottoman. On pourrait allonger la liste. Elle témoigne en tout cas du caractère de la revue en tant qu'instrument d'un marxisme militant, d'un marxisme engagé dans la lutte de classe à l'échelle internationale, d'un marxisme qui ne se replie guère vers la « recherche théorique pure », même s'il ne dédaigne point les sujets les plus compliqués et les tâches théoriques les plus ardues.

Ce double caractère de la *Neue Zeit* apparut dès sa transformation en hebdomadaire. Engels, qui fut d'abord sceptique à ce propos — il avait connu trop de déboires avec les organes de presse qui ne survécurent pas à la première bourrasque et il appréciait fortement la continuité — en fut par la suite l'avocat le plus enthousiaste. Il n'hésita pas à écrire qu'il attendait chaque semaine avec impatience l'arrivée de la *Neue Zeit* pour lire l'éditorial de Franz Mehring.

Mais cette transformation traduisait elle-même un fait organisationnel : le ren-

comme le porte-parole de Frédéric Engels et de l'aile marxiste de la IIe Internationale dirigée par le SPD allemand, avant tout par Bebel et Kautsky, collaborateurs et amis de Frédéric Engels.

Dans toute l'histoire du mouvement ouvrier, aucun autre organe de presse n'a pu rendre de tels services au prolétariat mondial et à son avant-garde révolutionnaire que ceux rendus par la *Neue Zeit*.

forcement de la social-démocratie allemande, de sa puissance militante, financière et politique. Elle correspondait à un besoin politique concret : orienter et éduquer chaque semaine plusieurs milliers de cadres politiques engagés dans le combat quotidien. Elle jouait par ailleurs un autre rôle, que ses fondateurs n'avaient pas entièrement prévu, celui de fournir une base de réflexion théorique commune et d'homogénéiser le courant marxiste au sein de maints pays où existaient déjà des sections de la IIe Internationale. Lénine n'a jamais caché ce qu'il devait à ce propos à Kautsky et à la *Neue Zeit*, — même si c'est dans cette revue que parut la critique la plus sévère de *Que faire ?* à savoir l'article *Problèmes organisationnels de la Social-démocratie russe* de Rosa Luxemburg.

### TROIS PÉRIODES

Parce que la *Neue Zeit* fut intimement liée à un projet politique et organisationnel, à savoir la construction du SPD et de la IIe Internationale sous la houlette de l'équipe de Bebel, dont Kautsky fut le théoricien principal, son histoire se confond avec celle du « centre marxiste » de ce parti, qui fut marqué par trois périodes.

La première va de sa fondation jusqu'en 1908, atteignant son point culminant au lendemain de la révolution russe, et de la grève générale pour le suffrage universel que celle-ci suscita en Autriche. C'est l'âge d'or de la *Neue Zeit*, sa belle époque. Elle échoue sur la position centriste adoptée par Kautsky à l'égard de la question de la prise du pouvoir en Allemagne (controverses avec la direction du parti au sujet de sa brochure *Der Weg zur Macht* (Le chemin du pouvoir), qu'il accepta de censurer lui-même, puis à l'égard de l'agitation en faveur de la grève politique de masse que Rosa Luxemburg déclencha.

La deuxième va de 1908 à 1914-15, pendant laquelle la *Neue Zeit* occupe une position centriste entre la droite réformiste dirigée par Ebert, Scheidemann et

la gauche révolutionnaire dirigée par Rosa Luxemburg, Karl Liebknecht et Clara Zetkin. La gauche garde d'ailleurs un pied dans la maison, car l'éditorialiste Franz Mehring lui est acquis. Les articles de Rosa continuent à être publiés, fût-ce suivi de réponses de Kautsky. Ce dernier chancelle sur chaque terrain politique et théorique comme l'indiquent les débats publiés dans la *Neue Zeit*.

Il perd pied dans la question de l'impérialisme, allant jusqu'à prédire l'impossibilité de la guerre par suite de « l'ultra-impérialisme », dans un article qui paraîtra au lendemain de l'éclatement de la première guerre mondiale. Il perd pied dans la question de la guerre, où il reste largement passif devant la honteuse capitulation des réformistes, à commencer par la majorité de la direction du SPD, devant la guerre impérialiste en août 1914, capitulation exprimée par le vote des crédits de guerre.

Il est vrai qu'il manifeste des velléités d'opposition en appuyant dès 1915 la minorité centriste de la direction du parti autour de Hugo Haase, qui finira par rompre avec le SPD en 1916 et par fonder l'USPD. Mais ce sera l'occasion pour la direction du parti de l'éliminer en tant que rédacteur en chef de la *Neue Zeit*, et de lui substituer le principal théoricien de la droite réformiste, Cunow.

Ainsi commence la troisième période de la *Neue Zeit*, qui ne durera que quatre ans. Au lendemain de la révolution de 1918-1919, la *Neue Zeit* est sabordée par la direction du SPD. Un « parti de gouvernement » (en coalition avec la bourgeoisie), un parti engagé dans la reconstruction du capitalisme, n'a que faire d'un organe théorique à filiation et à prétention marxiste ou marxisante, fût-il devenu totalement révisionniste. Plus tard, le SPD publiera encore pendant une décennie la revue *Die Gesellschaft*, pâle substitut de la *Neue Zeit*, même révisionniste, revue rédigée par Rudolf Hilferding et qui sombrera dans la victoire du fascisme (à la veille de laquelle Hilferding, répétant l'exploit de Kautsky de 1914, affirmera qu'Hitler ne pourra pas prendre le pouvoir).

Le déclin et la chute de la *Neue Zeit* reflètent plus que le déclin du SPD en tant que force objectivement socialiste. Car l'effort de la gauche marxiste allemande de lui substituer la revue *Die Internationale*, fondée par Rosa Luxemburg en 1915, puis transformée en organe théorique officiel du jeune KPD dès 1919, n'aura une réelle vitalité que durant quel-

ques années. Malgré la présence au sein du KPD de théoriciens brillants dont Levi, Thalheimer et Korsch sont les plus connus à l'étranger, *Die Internationale* n'arrivera jamais aux chevilles de la *Neue Zeit*. Ce ne fut pas seulement le résultat de pressions terribles exercées par l'actualité de la révolution en Allemagne, la priorité accordée de ce fait aux problèmes tactiques, la gravité des luttes fractionnelles. Cela refléta un tournant de l'histoire : le centre de gravité du courant marxiste révolutionnaire s'était déplacé hors de l'Allemagne. Peut-être l'assassinat de Rosa Luxemburg et de ses plus proches collaborateurs, Liebknecht, Jogiches, Leviné, ainsi que la mort de Mehring et celle, plus tard de Levi, y furent-ils quand même pour quelque chose.

## DE NOUVEAUX CENTRES DE GRAVITÉ

Le centre de gravité de courant marxiste révolutionnaire se trouva manifestement dès février 1917 en Russie. La montée de la révolution, l'essor du Parti bolchevique, la victoire d'octobre, la fondation de la IIIe Internationale dont le siège était à Moscou, sa transformation lors du deuxième congrès en 1920, après lequel elle se rallia des partis de masse dans une dizaine de pays, son extension vers l'Asie, avant tout la Chine et l'Inde, firent des marxistes résidant en Russie les principaux artisans de la réaffirmation et du développement du marxisme pendant plusieurs années. La revue *Internationale communiste*, secondée par la *Correspondance russe*, puis par *Inprecor*, jouèrent alors un rôle analogue à celui de la *Neue Zeit*. Rédigée pour l'essentiel par Zinoviev et Radek, appuyée par de nombreuses contributions de Lénine et de Trotsky, ainsi que par des collaborateurs étrangers de valeur comme Souvarine, (dont le *Bulletin communiste* compléta souvent les publications de Moscou), Victor Serge, les principaux communistes allemands et italiens, la presse de l'IC déploya un effort d'analyse et de formation marxistes prodigieux.

Mais cette profusion dura moins de dix ans. Bientôt, le reflux de la révolution internationale, la bureaucratisation du Parti bolchevique s'étendant rapidement à celle de l'IC, transformèrent ces organes en de simples instruments de la fraction stalinienne, à fins de déformation théorique et de désinformation politique. La destinée tragique de la deuxième révolution chinoise en 1927, puis la défaite encore plus tragique du prolétariat allemand de 1933, scellèrent définitivement le sort de cette Internationale dégénérée. C'est en vain que Léon Trotsky et l'Opposition de Gauche s'efforcèrent de maintenir la tradition marxiste révolutionnaire grâce au *Bjuletin Oppositsii* (le Bulletin de l'Opposition). L'assise organisationnelle trop étroite, puis l'assassinat des cadres de l'Opposition dans la terreur stalinienne allait détruire ce qui subsistait de la continuité léniniste en Union soviétique.

Un moment, il pouvait sembler que le centre de gravité du courant marxiste

allait se déplacer vers les Etats-Unis. La revue *New International*, puis *Fourth International*, put maintenir la continuité sinon au niveau de la *Neue Zeit* du moins à celui de *Die Internationale*, du *Bulletin communiste* ou du *Bjuletin Oppositsii* pendant près de deux décennies. Encore une fois, cette traversée de l'Atlantique ne fut pas simplement l'expression d'un projet politico-organisationnel inspiré par James P. Cannon, fondateur du mouvement trotskyste aux Etats-Unis. Elle exprima la montée du prolétariat des Etats-Unis, dans les grandes grèves de 1934-1937, puis de 1945-1946. Mais cet essor fut limité dans le temps, brisé par l'absence de débouché politique, ce qui inaugura un long déclin à partir du vote de la loi Taft-Hartley, de la guerre froide et du Maccarthysme. La scission au sein de la IVe Internationale, en 1953, en fut le sous-produit et sapa la créativité, sinon la continuité, de cette branche du courant.

La seule revue théorique marxiste qui a su survivre pendant plus de vingt ans avec un contenu fort riche est la *New Left Review* de Londres. Du point de vue théorique, elle représente ce qu'il y a eu de plus valable depuis la *Neue Zeit*, mais du point de vue théorique seulement. C'est que ses déficiences politiques sont évidentes, elles découlent du fait que contrairement à la *Neue Zeit* et à ses divers successeurs, elle n'est pas liée à un projet politico-organisationnel précis : la construction d'un parti d'avant-garde de la classe ouvrière.

C'est donc en langue française que la tradition marxiste révolutionnaire a finalement été la plus constante : du *Bulletin communiste* à travers l'organe de l'Opposition *Lutte de classe*, jusqu'à la jeune *Quatrième Internationale* de 1936-1939, débouchant sur *Quatrième Internationale* publiée clandestinement sous l'occupation nazie et sur la *Quatrième Internationale* publiée légalement depuis 1946. Cela fait plus d'un demi-siècle depuis *Lutte de classe* lancée en 1929, un demi-siècle interrompu plusieurs fois par les déboires du mouvement trotskyste en France, les aléas des défaites ouvrières, les faiblesses organisationnelles et financières.

La modestie de la production théorique est évidente par rapport à la *Neue Zeit*. L'analyse politique est plus impressionnante, avant tout grâce aux contributions de Trotsky pendant les années 1930. Mais un bilan objectif permet de confirmer que la continuité de l'analyse et du développement marxistes, face à tant d'événements nouveaux et imprévus et face à l'aridité et la pauvreté théorique des partis communistes et des partis socialistes a été en gros maintenue, que ce soit sur l'analyse du fascisme et du stalinisme ou bien sur les révolutions coloniales, la révolution anti-bureaucratique dans les pays de l'Est, l'essor du mouvement ouvrier et révolutionnaire en Amérique latine, ou encore la prévision et l'analyse de la crise de Mai 1968 et celles de la crise capitaliste actuelle. ■

Ernest MANDEL,  
le 1er décembre 1985.



# NOUVELLES DU MOUVEMENT OUVRIER ET DE L'INTERNATIONALE

## BRESIL

### Important succès électoral du PT aux municipales

Le Parti des travailleurs (PT) a remporté un important succès aux élections municipales du 15 novembre dernier. Lors des précédentes élections aux postes de gouverneur qui avaient eut lieu en novembre 1982, le PT avait connu un relatif échec en ne remportant que 3 % des suffrages en moyenne nationale (cf. *Inprecor* numéro 139 du 20 décembre 1982). Cela avait pu alimenter en son sein des interrogations sur les capacités de développement de masse de l'influence du PT. Cela devait aussi amener des responsables du PT à considérer qu'une politique d'alliance avec des partis bourgeois était la seule solution pour les élections municipales.

Certains secteurs de gauche au sein du PT, comme les militants qui produisent le journal *Em Tempo*, se sont battus par contre dans les conventions pré-électorales pour obtenir que le PT présente ses propres candidats aux municipales et refuse de s'engager dans toute coalition avec les partis bourgeois. C'est à juste titre que l'on peut donc lire dans *Em Tempo*, numéro 206 de décembre 1985, que « les résultats électoraux montrent la justesse de la ligne d'affirmation du PT, de maintien de l'indépendance de classe qu'*Em Tempo* a défendue. Aujourd'hui, presque tout le monde dans le PT reconnaît que cette politique était correcte ; mais il y a quelques mois, beaucoup s'y opposaient, en défendant des coalitions de différents types ».

Lors des dernières élections municipales, le PT a en moyenne nationale triplé ses résultats par rapport à 1982, en obtenant globalement 10 % des suffrages. Mais il a aussi obtenu des résultats beaucoup plus spectaculaires, notamment dans les sept villes où il remporte plus de 10 % des suffrages : à Goiania (40,24 %), Fortaleza (32,44 %), Vitoria (26,31 %), Sao Paulo (19,75 %), Aracaju (15,43 %), Porto Alegre (11,35 %), Manaus (11,34 %). Avec sa candidate Maria Luiza Fontenelle, le PT a remporté la municipalité de Fortaleza, une ville de 1,5 million d'habitants dans une région des plus pauvres du pays. Dans certains quartiers populaires de cette ville, le PT a obtenu jusqu'à 90 % des suffrages. C'est la fraude électorale qui a empêché le PT de remporter une autre municipalité à Goiania.

Cette réussite reflète la dimension véritablement nationale qu'a prise le PT. Elle va encore renforcer la crédibilité

de masse de ce parti. Cette progression électorale est le produit de plusieurs facteurs combinés : l'approfondissement de la crise des partis bourgeois liés à la dictature ; le début de désaffection de l'électorat populaire vis-à-vis d'un parti bourgeois comme le Parti du mouvement démocratique brésilien (PMDB) qui s'est compromis dans une politique d'austérité et de répression dans des gouvernements d'Etats ; l'approfondissement de la base sociale du PT dans la dernière période et la campagne électorale dynamique qu'il a menée. Ce dernier facteur n'était pas acquis d'avance dans le PT. C'est sous l'impulsion de ses courants les plus classistes que le PT s'est engagé dans la bataille électorale. Ainsi, le succès électoral de Fortaleza intervient dans une ville où cette candidature était soutenue par des courants révolutionnaires comme le Parti révolutionnaire communiste (PRC) d'origine maoïste et alors que sa campagne électorale a mis en avant la solidarité de classe avec les luttes ouvrières et populaires des derniers mois.

Depuis le début 1985, on a assisté à un approfondissement du mouvement de lutte revendicatif. Le 5 novembre dernier, environ 500 000 ouvriers de Sao Paulo se sont mis en grève à l'appel de la Centrale unique des travailleurs (CUT) et du Congrès de la classe travailleuse (CONCLAT) pour réclamer des hausses de salaires face à l'inflation qui atteint le taux annuel de 230 %. Depuis l'instauration de la « Nova Republica » (Nouvelle république), ce sont plus de 400 mouvements de grève qui ont affecté pratiquement tous les secteurs économiques du pays. En 1985, plus de 5,5 millions de travailleurs ont participé à des mouvements de grève. Le nombre de travailleurs en grève pour 1985 est trois à quatre fois supérieur à celui de 1984. C'est parce que le PT a su apparaître comme le porte-parole de cette vague de mécontentement populaire qu'il a réussi la percée électorale qu'on lui connaît. Contrairement aux attentes de certains, lorsque le PT a présenté comme candidats des militants de ses secteurs les plus classistes, les scores

## Parution de la revue Al - Mitraqa

Le premier numéro, daté d'octobre-décembre 1985, de la revue en langue arabe *Al Mitraqa* (Le Marteau) vient de paraître. Cette revue communiste révolutionnaire pour la ré-

gion arabe est publiée conjointement par les sections de la IVe Internationale du Liban et de l'Etat d'Israël, ainsi que le groupe sympathisant de la IVe Internationale en Tunisie. De parution trimestrielle, *Al Mitraqa* couvrira l'analyse de l'ensemble de la région arabe et comportera en outre des articles et dossiers sur des questions internationales et d'intérêt politique général.

Le sommaire du premier numéro comprend des articles sur la Tunisie (« L'offensive du pouvoir contre le mouvement ouvrier »), le Liban (« L'avenir de la guerre »), Israël (« Le mouvement national palestinien à l'intérieur, au cours de la dernière décennie »), ainsi que des extraits de la résolution du XIIe Congrès mondial de la IVe Internationale sur l'Amérique centrale.

Cette revue est en vente au prix unitaire de 10 FF. Les sections et groupes sympathisants des pays où existent une immigration de langue arabe sont appelés à contribuer à la diffusion de cette revue en librairie et lors de leurs initiatives publiques. Pour tout renseignement ou commande s'adresser à S. Jaber c/o *Inprecor*, 2 rue Richard Lenoir 93108 Montreuil, France. ■



électorales ne s'en sont pas trouvés réduits.

De son côté, le Parti communiste brésilien (PCB) s'est trouvé marginalisé, ne dépassant pas 4,9 % des suffrages, son meilleur score, à Belo Horizonte, là-même où un candidat de la gauche du PT remporte 7,6 % des voix. Cela illustre le rapport de forces politique entre ces différents courants du mouvement ouvrier et reflète la place aujourd'hui prise par le PT.

Pour les partis bourgeois représentant la filiation avec la dictature, soit directement pour le Parti démocratique et social (PDS), ancienne formation du pouvoir, soit indirectement pour le Parti fédéral libéral (PFL), composé de transfuges du PDS, ces élections municipales, représentent un échec certain. Le PDS obtient une moyenne nationale inférieure au PT. Le PFL, quant à lui, n'a remporté aucune municipalité dans les capitales d'Etat.

Le PMDB a de son côté connu une érosion importante de son électoral, conséquence de sa politique à la tête des gouvernements d'Etat. Il perd en moyenne 10 % des suffrages par rapport à ses résultats de 1982. Le PMDB a perdu des suffrages dans la plupart des grandes villes et de plus il est apparu à Goiana et Belem comme le parti auquel la fraude électorale a profité. Dans plusieurs villes, le Parti démocratique du travail (PDT) de Leonel Brizzola a obtenu des scores importants. Etant donné, d'un côté, les visées de Brizzola pour d'éventuelles élections présidentielles et, de l'autre, l'échéance politique des élections législatives fédérales et par Etat pour l'année 1986, le débat politique risque d'être polarisé par la question des rapports entre le PDT et le PT. De nouveau, et compte tenu de ses derniers résultats électoraux, des pressions vont s'exercer sur le PT pour qu'il accepte des coalitions électorales avec des partis bourgeois. Par ailleurs, une véritable concurrence va apparaître pour la capitalisation électorale de l'opposition populaire grandissante au régime.

C'est ce qu'explique *Em Tempo* en écrivant : « La première question qui apparaît est la suivante : qui occupera la place principale dans l'opposition au gouvernement de l'Alliance démocratique ? Les élections municipales offrent une première ébauche des forces qui potentiellement peuvent canaliser cette base oppositionnelle : le PDT, polarisant au plan électoral le sentiment d'insatisfaction pour un projet populiste ; le PT qui à partir de ces élections devient une force nationale et importante sur la scène politique ; les secteurs les plus réactionnaires de la bourgeoisie qui, comme cela est arrivé à Sao Paulo, peuvent capitaliser à droite le sentiment d'insatisfaction ».

Le renforcement des secteurs les plus à gauche dans le PT à l'issue de ces élections municipales augure bien de l'évolution de l'attitude de ce parti à l'approche des échéances politiques de l'année 1986, même si d'importants problèmes d'organisation du PT restent encore en suspens. ■

## CONGO

### La jeunesse se mobilise contre le régime

La crise de l'Etat raciste sud-africain et le large courant de réprobation internationale que suscite la politique de ce régime en Afrique noire ont tendance, parfois, à faire oublier la dure réalité sociale et politique que doivent affronter quotidiennement les masses populaires des Etats africains formellement indépendants. Les lycéens congolais viennent soudainement de ramener les projecteurs de l'actualité politique sur leur problème national, en rappelant au pouvoir néo-colonial de Brazzaville la spécificité de leurs aspirations.

Le mouvement de protestation de la jeunesse répondait à une décision prise le 6 novembre par le conseil des ministres d'instaurer un concours pour les bacheliers souhaitant bénéficier d'une allocation d'études supérieures, qui est de l'ordre de 600 francs par mois. Les 9 et 11 novembre, d'importantes manifestations lycéennes ont eu lieu pour protester contre ces mesures, qui sont justifiées par le pouvoir par les nécessités de l'austérité. Elles ont été durement réprimées. Solidaires des lycéens, les étudiants de l'université de Brazzaville ont profité de cette occasion pour exprimer leur mécontentement suite à d'autres mesures imposées par le Fonds monétaire international (FMI) suspendant les embauches dans la fonction publique. Cela a permis l'élargissement du mouvement de grève, le 12 novembre 1985. A telle enseigne que le pouvoir décida la fermeture des écoles dans la commune de Brazzaville pendant une semaine environ.

Le 13 novembre, le chef de l'Etat s'en prenait aux forces « réactionnaires » qui font preuve ces derniers temps d'une « fébrilité incontestable, comme le prouve leur vaine et folle tentative visant à exploiter la naïveté de certains éléments » de la jeunesse congolaise. L'amalgame avec des politiciens écartés du pouvoir est un procédé classique pour tenter de discréditer l'action revendicative de la jeunesse. La réaction du pouvoir fut d'autant plus violente — l'armée aurait tiré et l'on dénombre de nombreux blessés — que cette mobilisation de la jeunesse est le révélateur d'une crise plus profonde. Dans un pays où l'on comptait, en 1984, 650 000 élèves et étudiants, soit le tiers de la population totale, ces événements sont venus illustrer l'écart entre, d'un côté, l'équipe corrompue au pouvoir qui se gargarise de phraséologie marxiste léniniste et, de l'autre, la jeunesse et le peuple soumis aux dures réalités d'un régime néo-colonial en crise économique et sociale comme tous les pays d'Afrique noire.

Cette crise s'est, dans ce cas particulier, aggravée de l'infléchissement de la conjoncture pétrolière depuis quatre ans

(cf. *Inprecor* numéro 155 du 18 juillet 1983). En assurant 90 % des exportations, la manne pétrolière pouvait être mise à profit pour redonner un peu de marge de manœuvre à l'équipe au pouvoir. Les travaux d'infrastructure économique conçus dans l'euphorie pétrolière faisaient d'une certaine manière apparaître les dirigeants congolais comme des gens sérieux aux yeux des masses populaires soucieuses de réalisations concrètes. Mais la dilapidation outrancière des recettes pétrolières et la chute des prix de cette production devaient conduire à l'abandon de tous ces plans mirifiques. Ces projets ont néanmoins eu pour effet d'entraîner le pays dans un processus d'endettement, source de dépendance accrue. Officiellement, la dette extérieure du Congo s'élèverait à 4 milliards de dollars pour une population totale de 2 millions d'habitants. A ce niveau, les proclamations « marxistes léninistes » des dirigeants congolais ne pèsent pas beaucoup face aux mécanismes néo-coloniaux qui font que le pétrole est toujours exploité dans le pays par des compagnies françaises et que le Congo est membre de la Zone franc.

A cette situation est venue s'ajouter la volonté du FMI d'imposer une politique d'austérité conduisant les dirigeants congolais à prendre des mesures fortement impopulaires. Cela a accentué la crise du système néo-colonial d'enseignement. A la sous-qualification d'un système d'enseignement hérité du modèle français sous la 3e République, le FMI ajoutait aussi l'arrêt de tout recrutement dans la fonction publique, qui est certes un secteur engorgé mais qui, dans l'état actuel des choses, représente le seul débouché pour nombre d'étudiants.

Compte tenu du taux de scolarisation du pays, qui est l'un des plus élevés du tiers-monde, l'appareil scolaire risque fort de devenir, dans les prochains mois, un foyer particulièrement sensible de la crise de la société congolaise. ■

## EL SALVADOR

### Le congrès de la FENASTRAS s'est tenu à San Salvador

Pour la deuxième année consécutive, la Fédération nationale des syndicats des travailleurs du Salvador (FENASTRAS), une des trois principales confédérations syndicales du pays, a pu tenir son congrès ouvertement à San Salvador. Du 5 au 9 novembre 1985, ce congrès a réuni 400 délégués représentant les 23 syndicats affiliés à la FENASTRAS, qui organisent environ 100 000 travailleurs. Le congrès de 1984, le premier à se tenir publiquement depuis plusieurs années, avait réuni 200 délégués. De plus, cette année cinquante syndicalistes étrangers, pour la plupart venus d'Amérique du Nord, ont pu y assister, alors qu'en 1984 il n'y avait que cinq observateurs internationaux.

La tenue publique du congrès montre que les conditions de l'action syndicale au

Salvador se sont modifiées, notamment depuis l'élection du président démocrate-chrétien Napoleon Duarte en mai 1984 (voir à ce sujet l'interview de quatre responsables syndicaux salvadoriens publiée dans *Inprecor* numéro 203 du 23 septembre 1985). Mais il faut aussi signaler les limites de la situation politique actuelle, qui se situent dans le cadre de la campagne de relations publiques engagée par Duarte avec le soutien actif de Washington. Depuis le dernier congrès de la FENASTRAS, trois dirigeants de cette confédération ont été assassinés, et des dizaines d'autres militants syndicaux ont été soit assassinés, soit emprisonnés, soit portés « disparus ».

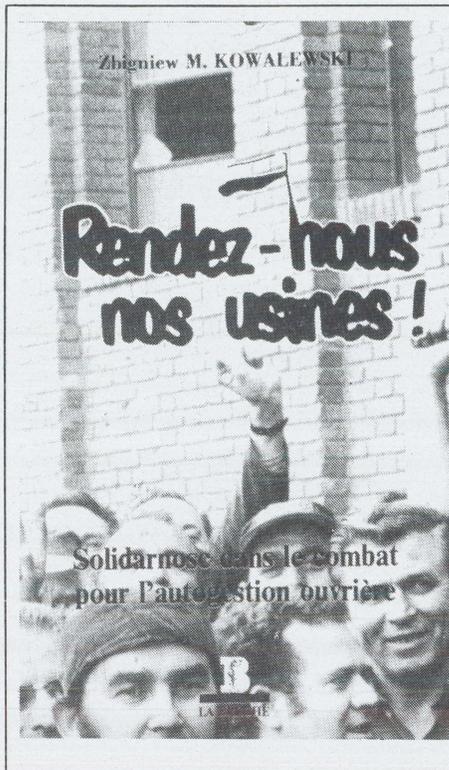
Il est à noter la présence au congrès de Hector Bernabé Recinos, un des dirigeants syndicaux salvadoriens les plus connus, secrétaire général du Syndicat des travailleurs de l'électricité (STECCEL), emprisonné de 1980 à 1984 et qui vit maintenant en exil à Mexico. Recinos est venu à San Salvador pour assister au congrès, mais a dû repartir en exil tout de suite après. Il a été accueilli à l'aéroport avant le congrès et raccompagné par des syndicalistes nord-américains, afin de réduire les risques d'un coup de force de la part de la police ou de l'extrême droite salvadorienne.

Mais malgré la répression à peine cachée du régime, la classe ouvrière salvadorienne reconstitue aujourd'hui ses forces. L'année 1985 a connu 85 grèves. Actuellement, il s'agit pour le mouvement syndical de profiter des divisions de la classe dirigeante pour reconstruire ses organisations et retisser son réseau de cadres, qui ont été durement touchés par la répression sanglante des dernières années. Le congrès de la FENASTRAS est une nouvelle étape dans ce processus.

Nous reproduisons ci-dessous la plate-forme de lutte adoptée par le congrès.

La plate-forme de lutte adoptée par le congrès national de la FENASTRAS comprend les points suivants :

- l'échelle mobile des salaires ;
- la convocation d'un parlement national des travailleurs pour débattre de la situation actuelle du pays ;
- la liberté syndicale, le dialogue et des négociations pour obtenir la paix ;
- le droit de grève et la démilitarisation de tout lieu de travail ;
- l'abrogation de toutes les lois et décrets anti-syndicaux ;
- le respect de toutes les libertés démocratiques, notamment le droit de rassemblement, d'organisation et d'expression ;
- la libération de tous les dirigeants syndicaux et politiques emprisonnés ;
- le retour de tous les exilés ;
- le châtiement pour tous les coupables de crimes contre le peuple ;
- la fin de l'intervention US au Salvador et le respect de la souveraineté nationale.



DEUX DES DERNIERES  
PARUTIONS DES  
EDITIONS LA BRECHE

★ ★

*Rendez-nous nos usines !*, de Zbigniew Kowalewski, ancien dirigeant de Solidarité de la région de Lodz (75 francs plus 12 francs de frais de port).

*Nouvelle-Calédonie, la révolte kanake*, de Claude Gabriel et Vincent Kermel (70 francs plus 12 francs de frais de port).

On peut se procurer ces livres à la librairie La Brèche (heures d'ouverture : lundi de 14 h à 20 h, mardi au samedi de 12 h à 20 h), 9, rue de Tunis, ou en s'adressant à PEC, 2, rue Richard-Lenoir, 93108 Montreuil.

## Vient de paraître :

Le numéro 19 de *Quatrième Internationale*, daté de décembre 1985, vient de paraître. Ce double numéro de 176 pages est vendu au prix unitaire de 40 FF.

Au sommaire :

Vingt ans de lutte pour la libération du peuple palestinien, *LCR israélienne* ;

Lutte palestinienne et révolution arabe, *A. Said et M. Machover* ;

Pour un avenir socialiste au Proche-Orient, *J. Habel et C. Rossi* ;

Le SWP australien et la IVe Internationale, *Doug Lorimer* ;

Anatomie d'une rupture, pourquoi le SWP australien a quitté la IVe Internationale, *Ernest Mandel* ;

Yougoslavie 1945-1985 : le bureaucrate, l'ouvrier, l'autogestion, *Catherine Verla* ;

Ni plan, ni loi de la valeur, sur la logique de l'accumulation et la crise économique en Pologne, *Cyril Smuga* ;

Révolution permanente et démocratie socialiste, *Michael Lowy*.

Pour toute commande ou abonnement :

Chèques bancaires et chèques postaux libellés à l'ordre de PEC, à adresser à : *Quatrième Internationale*, 2, rue Richard Lenoir 93108 Montreuil, France.

Virements bancaires à PEC, BNP, Agence Robespierre, 153, rue de Paris 93108 Montreuil, France, compte numéro 2301 79/90.

Virements postaux à PEC, com-

pte chèque postal numéro 232242 T Paris.

Tarifs des abonnements : 1 an, quatre numéros :

*France* : ab. ordinaire : 100 FF ;  
ab. de soutien : 200 FF.

*Europe* : ab. ordinaire : 100 FF ;  
ab. de soutien : 200 FF.

*Afrique du Nord et Moyen-Orient* (par avion) ab. ordinaire : 170 FF ;

ab. de soutien : 250 FF.

*Afrique, Amériques, Asie* : (par avion) ab. ordinaire : 170 FF ;  
ab. de soutien : 250 FF.

QUATRIÈME  
INTERNATIONALE



